Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

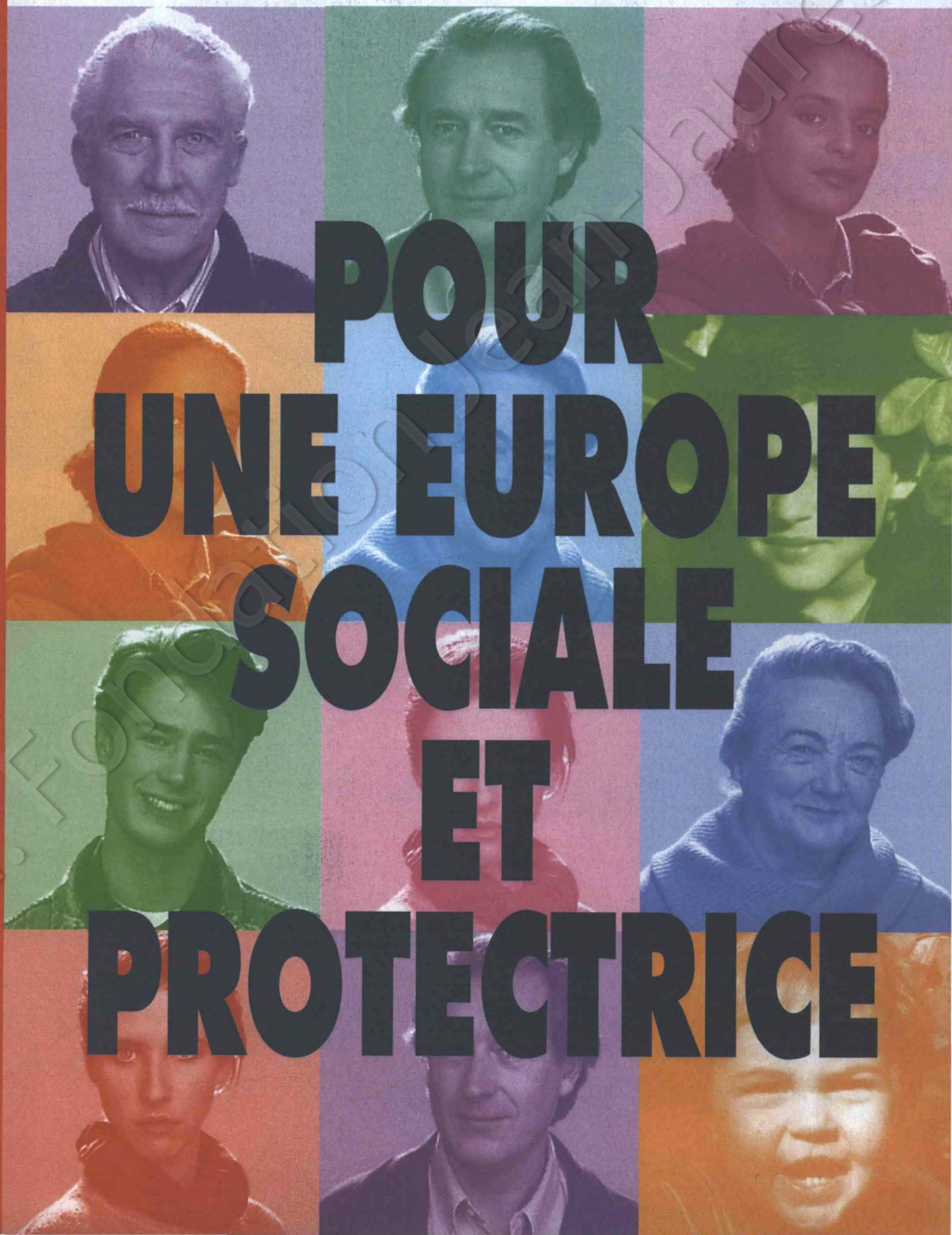
3 juin 1994



J-29
FÊTE DU PARTI
"Les 48 heures de la fraternité"

L'EUROPE AU CONCRET
Toutes les régions de France sont concernées

CINQUANTENAIRE DU DÉBARQUEMENT
Témoignage d'un enfant de Normandie



POUR UNE EUROPE SOCIALE ET PROTECTRICE

n° 231
10 F
ISSN 0995-0583

Cal. Fondation Jean Jaurès

La boutique de Vendredi

La route est parfois longue avant d'arriver sur votre lieu de vacances ; c'est pourquoi nous avons choisi des articles qui amélioreront sérieusement votre confort et votre sécurité en voiture.



UN AUTOVENT À ÉNERGIE SOLAIRE

Il aère votre voiture en permanence tout en gardant les vitres fermées. Il abaisse la température de l'habitacle même après un long stationnement, ou en cas d'embouteillage en plein soleil.



LE KWIK PARK

Il augmente votre visibilité et vous permet de vous garer facilement. En regardant dans votre rétroviseur intérieur, vous pouvez voir la totalité du véhicule qui vous suit. Les bus l'utilisent déjà !



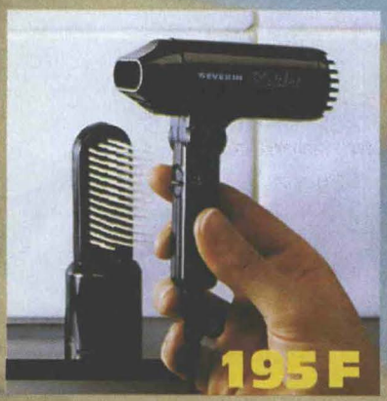
LE RÉTROVISEUR PANORAMIQUE :

Il augmente votre champ de vision et diminue l'angle mort. Il permet de garder un contact visuel avec les passagers arrière, et de surveiller les enfants.



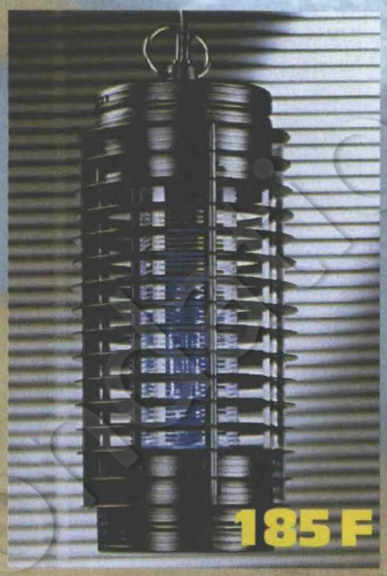
UN ORGANISATEUR DE COFFRE

Ses quatre grandes poches en toile Oxford, très résistante, vous permettront de ranger tous les accessoires qui encombrent votre coffre : outils, bidons, trousse de premiers secours... dégageant ainsi de l'espace pour vos bagages.



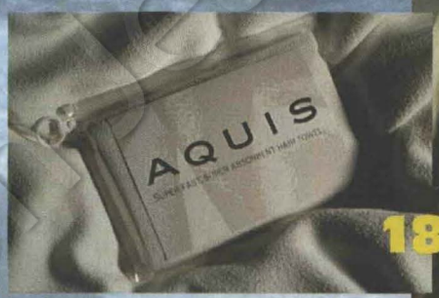
UN SÈCHE-CHEVEUX MINIATURE

Vous serez surpris par sa puissance (250 W) et sa légèreté. Spécialement conçu pour le voyage, il vous permettra de réussir tous vos brushings. Pour votre sécurité, il est équipé d'un interrupteur à 2 positions et d'un dispositif contre la surchauffe. Livré avec brossse adaptable et un embout pour concentrer l'air chaud.



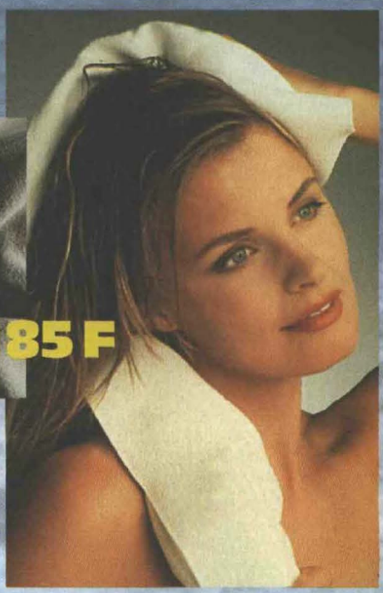
UNE LAMPE ÉLECTRONIQUE ANTI-INSECTES

Elle vous débarrassera instantanément, dans un rayon de 30 m, de tous les moustiques, mouches, guêpes... Sans aucun danger, sa lumière à ultra-violets attire et foudroie ces indésirables. Pour vos longues soirées d'été sur la terrasse...



UNE TRADUCTRICE ÉLECTRONIQUE

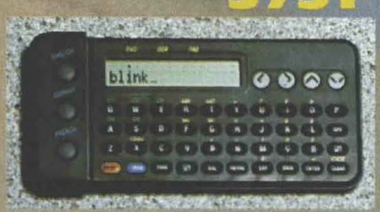
Cette petite merveille de l'électronique est une traductrice Français-Anglais-Allemand très performante, grâce à sa capacité de plus de 90.000 mots. D'un fonctionnement simple, elle sert de calculatrice et convertit les monnaies. Fonctionne sur pile.



LA SERVIETTE AQUIS

Cette serviette légère et douce, mise au point aux USA, est fabriquée en microfibre super absorbante. Elle sèche en quelques frictions vos cheveux (idéale pour les cheveux craignant la chaleur des sèche-cheveux électriques). Livrée dans une pochette imperméable. Très pratique et facile à caser dans un sac de sport.

375 F





Pour tout achat supérieur ou égal à 500 F, La Boutique de Vendredi vous offre ce réveil électronique de voyage d'une valeur de 65 F.

8 Désignation de l'article	Quantité	Prix unité	Prix total

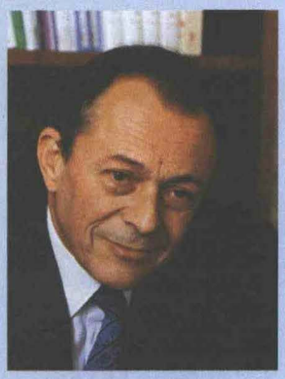
Nom.....Prénom.....

Votre adresse: .....

..... tél. : .....

Frais d'expédition inclus. Règlement par chèque bancaire joint à la commande à l'ordre de **"Vendredi", 10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07-Tél. : 45 56 79 03**

Délai de livraison : 3 semaines, France métropolitaine seulement. **Offre garantie jusqu'au 30 juin.**



Proposer

Qui avance ? Qui propose ? Qui lance des idées sur le grand emprunt européen, sur l'élaboration d'une constitution, sur la baisse concertée de la durée du travail ? Qui, donc, se préoccupe vraiment de l'avenir de l'Europe et, parce qu'il se fera aussi à travers elle, de l'avenir des Français ? Nous, et, semble-t-il, nous seuls.

Le 12 juin, dans cette élection dont on ne rappellera jamais assez qu'elle se fait en un seul tour, les Français joueront une manche de l'éternel combat qui oppose la gauche et la droite, car c'est bien de cela qu'il s'agit : on a toujours connu jusqu'ici l'Europe dominée par la droite. Pour la première fois, avec nos amis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes d'Europe, nous pouvons espérer un Parlement dominé par une majorité de gauche, soudée autour d'objectifs communs tout entiers tournés vers la paix, l'emploi et la protection sociale.

Convenons-en : l'Europe prendrait une autre allure, plus prometteuse, plus généreuse, plus solidaire et porteuse d'avenir. Mais à cela deux conditions. La première, évidente, est de voter à gauche. La seconde, qui n'est pas moins importante, est d'éviter la dispersion des voix qui, au total, ne sert que la droite. Il me reste, il nous reste, il vous reste une semaine pour convaincre sur ces deux enjeux.

M. Rocard

Cette semaine

4 ACTUALITÉS

6 DOSSIER

- *Cinquantenaire du débarquement*

8 LIVRES POLITIQUES

10 POLITIQUE INTÉRIEURE

- *Les lourds silences de la droite*
- *L'Europe au concret*
- *Les syndicats européens au secours de Tartas*
- *Protection sociale : la France se laisse devancer*

19 VENDREDI IDÉES

- *L'Europe face aux démons des nationalismes*

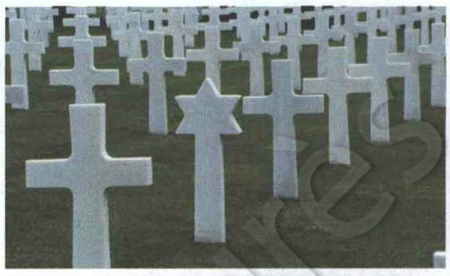
23 COURRIER

24 POLITIQUE INTERNATIONALE

- *Allemagne : élargir vers l'Est*
- *Italie : peser davantage au sein de l'Union*
- *Espagne : élargir avec prudence*

21 MAGAZINE

- *Rhapsodie pour la fraternité*



9.000 croix blanches au cimetière américain de Colleville-sur-Mer.
p. 6



Campagne des européennes

Meetings interrégionaux avec la participation de Michel Rocard

- **Samedi 4 juin : Bordeaux**
- **Lundi 6 juin : Villeurbanne**
- **Mardi 7 juin : Créteil avec Martine Aubry et Bernard Kouchner.**
- **Jeudi 9 juin : Strasbourg**



Le groupe Malavoi.
p. 28

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon – *Co-directeur de la Publication* : Didier Leconte – *Directeur* : Sylvie Bezançon (78.82) – *Vendredi-Idées* : Alain Bergounioux
RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04) – *Politique* : Jean-Pierre Bedéï (78.73) – *Economie* : Monique Grima (78.70) – *Société* : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72) – *Villes et Régions* : Chrystie Lipani (78.55) – *Magazine* : Françoise Roby (78.55) – *Vendredi-Idées* : Bernard Chaouat (79.01)
SECRÉTAIRES DE RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) – Vanda Gervasio (78.58)
PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)
ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES : Marie-Lou Le Bras (78.57) – Sabine Sebah (78.56)
SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) – Binh Vu Trong (78.46)
PUBLICITÉ : J.-J. Gastebois 45 56 78 09, Franck Accart 45 56 79 03 - Fax : 45 56 79 40
FABRICATION : *Direction artistique* : Timoléon (Paris) – *Maquette* : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris – IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône – ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000
CRÉDIT PHOTO : Lebrun (p.4, p.6, p.7, p.16, p.26) ; Abdel / Sipa-Press (p.5) ; B. Bisson/Sygma (p.10) ; T. Bordas / Sipa-Press (p.12) ; Imapress/Paris (p.19) ; P. Piel/Gamma (p.20) ; Granata/Sipa-Press (p.21) ; J. Pavlovsky/Sygma (p.24) ; S. Attal/REA (p.25) ; R. Bedot (p.28) ; Grasset/M. BA.
Ce numéro a été tiré à 154.000 exemplaires

Fondation Jean Jaurès

Pasqua équidistant

Lorsqu'on demande aux collaborateurs de Charles Pasqua comment se situe le ministre de l'Intérieur par rapport à Chirac et à Balladur, ils répondent : "Il est équidistant." Pasqua ou la politique du juste milieu ? Ce qui expliquerait son relatif silence depuis quelques seamines, on n'était pas habitué à cela...

Jupé bien noté

Qui l'eût cru ? A Matignon, le ministre jugé le plus compétent n'est autre qu'Alain Juppé. Pourtant ses relations avec Edouard Balladur ont toujours été conflictuelles car il a choisi Chirac depuis longue date. Cette reconnaissance durera-t-elle jusqu'à la présidentielle ? Pas sûr.

Ça plane pour de Villiers

La liste de de Villiers réalise un bon score dans les sondages au point d'inquiéter Baudis. Il faut dire que le député de Vendée se dépense beaucoup. Il en a les moyens. Il se déplace dans l'avion qu'a mis à sa disposition son ami Jimmy Goldsmith. Pratique, d'avoir un milliardaire sur sa liste !

Claude Estier

26 mai

Dans leur dernier bulletin, les patrons des industries métallurgiques et minières tempèrent singulièrement les propos du Premier ministre sur la reprise économique. Ils préfèrent s'en tenir à un "optimisme circonspect" car la France "ne rattrapera pas le terrain perdu avant 1995". Ce qui les amène à conclure que "pour le long terme, l'attentisme semble de rigueur". D'autant, ajoutent-ils, que "l'agitation politique, dans la perspective de l'élection présidentielle, risque de susciter le brouhaha, voire une incohérence perturbatrice". Autrement dit, le patronat n'est toujours pas prêt à se mouiller pour Balladur !

27 mai

Dans la bousculade des caméras, les amis de Bernard-Henry Lévy ont donc franchi les portes du ministère de l'Intérieur pour déposer leur liste. En perdant au passage quelques-uns de leurs supporters, tel Marek Halter qui aurait préféré militer pour le dialogue entre ceux qui dans les deux camps, serbe et bosniaque, veulent la paix. Un opportun sondage -vite démenti par d'autres- accordant 12 % à cette liste, a fait pencher la balance en faveur de ceux qui voulaient aller jusqu'au bout. Mais jusqu'au bout de quoi ? (Au bout de rien puisqu'ils ont finalement décidé de ne pas aller au vote !).

29 mai

Le débat Rocard-Baudis à "7 sur 7" a au moins le mérite de sortir du tapage médiatique autour de Tapie ou de BHL pour aborder quelques problèmes de fond qui marquent bien deux conceptions de l'Europe. Celle de la droite, frileuse, étriquée, qui parle davantage de sécurité et de lutte contre l'immigration que de social. Celle des socialistes qui ne se contente pas du traitement actuel du chômage et qui se veut ouverte et solidaire. D'un côté des slogans, de l'autre des propositions. Mais dans la confusion savamment entretenue, combien d'électeurs pourront-ils les entendre ? Avec 20 listes en présence grand est le risque d'une abstention massive le 12 juin.

30 mai

Je m'attriste en entendant ce matin, sur France-Inter, André Sainjon, pour qui j'ai depuis longtemps estime et amitié, affirmer qu'il reste fidèle aux convictions militantes de toute sa vie et, en même temps, s'en prendre à Michel Rocard et faire l'éloge de Bernard Tapie. Décidément...

Hersant champion de l'absentéisme, mais candidat privilégié



Remarquable, la discrétion des grands médias face à la place privilégiée accordée à Robert Hersant sur la liste UDF-RPR aux européennes. Alors qu'il est de notoriété publique que le papivore -qui se retrouve en 15e position (après avoir été 23e en 1984, 19e en 1979)- a été particulièrement absent à Strasbourg. Plus il est absent au Parlement européen, mieux il se trouve placé sur la liste des candidats à droite. Encore quelques mandats aussi peu fatigants et Hersant pourra se retrouver tête de liste !

C'est que le poids énorme de son empire de presse fait de Hersant un candidat qui mérite des égards exceptionnels. Le 16 mars 1991, le navire amiral de sa flotte , "Le Figaro Magazine", osait le titre "le RMI freine le TGV" arguant que l'augmentation du coût du RMI amputait notre capacité d'investissement, en particulier pour les trains à grande vitesse.

"Non au RMI des villes", tel était le titre du "Point de vue" d'Alain Griotteray, directeur délégué aux relations extérieures, dans "Le Figaro Magazine" du 26 mars 1991. Le très influent éditorialiste dénonçait le projet de loi Delebarre qui créait une péréquation entre villes en instituant une dotation de solidarité urbaine (DSU) au bénéfice des villes accueillant un important parc de logements sociaux, la DSU étant financée par une dotation moindre allouée aux villes disposant d'un fort potentiel fiscal. On vit alors l'éditorialiste du "Figaro" quotidien, Xavier Marchetti, dans son papier du 21 mars, "Nivellement par le bas", écrire : "la question persiste de savoir s'il est bon que des villes bien administrées soient taxées pour soulager et, au bout du compte, récompenser les villes mal gérées". Une vaste campagne fut alors organisée pour assimiler villes ayant un fort parc HLM et villes mal gérées ! On vit "Le Figaro Magazine" dénoncer le "matraquage fiscal" dont l'Ile-de-France serait frappée, parler de "taxe sur la bonne gestion", tandis que Faizant y allait de sa contribution.

A l'heure où, après les européennes, il va être question de l'aménagement du territoire, il faut ne pas avoir la mémoire courte, et rappeler que toutes les tentatives de réforme de la gauche ont fait l'objet d'un formidable tir de barrage de la part de ce très puissant groupe de presse.

Dans ce contexte, il est très significatif et inquiétant que l'UDF et le RPR accordent avec piété et régularité une place de choix -avec immunité parlementaire à la clef- à un homme qui ne fait pas son travail parlementaire européen mais pèse lourd par le pouvoir d'influence de son groupe de presse, et par ses... dettes au Crédit Lyonnais.

Les pesanteurs droitières au sein de la majorité sont encore accrues par les campagnes des journaux Hersant, campagnes influentes auprès d'un grand nombre de notables. Et l'on sait que si les instances de la droite ne se plient pas aux volontés de Hersant, un habile chantage (en donnant la parole à Philippe de Villiers par exemple) permet que tout rentre bien vite dans l'ordre, l'ordre moral s'entend.

Législative partielle à Toulouse



Dans la première circonscription de Toulouse, le candidat socialiste Jean-Jacques Mirassou, conseiller municipal, affrontera, les 12 et 19 juin, Jean-Claude Paix, le suppléant de Dominique Baudis qui a démissionné de son poste de député. "La droite mène toujours une politique inégalitaire et anti-sociale, explique le candidat socialiste. C'est le moment de sanctionner le gouvernement et de réagir. Les Toulousains ont besoin d'un député de gauche pour les défendre et éviter que tous les pouvoirs ne soient concentrés entre les mêmes mains". Avant son meeting, Michel Rocard a participé pendant une heure, en centre-ville, à la campagne de proximité de Jean-Jacques Mirassou. Ce dernier est optimiste. "Jean-Claude Paix n'est qu'une pâle doublure de Baudis et se cache derrière l'image du maire. Actuellement, je sens qu'il se passe quelque chose et j'ai la conviction que je mettrai mon adversaire en ballotage".

L'Algérie au cœur

Ce mercredi 25 mai 1994, la grande salle de la Mutualité, "la Mutu", a fait le plein. Plus de 3.000 personnes ont répondu à l'appel de diverses personnalités et organisations -dont le PS- qui souhaitent la paix civile en Algérie. Mohamed Harbi, Sami Naïr, Aït Ahmed, Gérard Fuchs, Pervenche Berès, Jean-Marie Le Guen et beaucoup d'autres, membres du RCD comme du FFS, Algériens et Français, et des femmes nombreuses, des militants associatifs et syndicalistes, se retrouvent pour dire leur angoisse.

Rejet d'un pouvoir usé et sans légitimité, rejet d'une idéologie intégriste et totalitaire, rejet de leurs sanglantes pratiques, tout le monde n'a aucune difficulté à se retrouver sur ces trois thèmes. Alors, pour ramener la paix, il faut que ceux qui portent les armes, de part et d'autre, acceptent de parler. On n'a rien trouvé de mieux jusqu'ici dans la longue histoire de l'humanité. Mais parler avec qui ? Et parler de quoi ? Dès que ces deux questions se précisent, les divergences réapparaissent et les passions se réchauffent.

Et puis, ne risque-t-on pas d'aboutir à un dialogue "à la sicilienne" où "bottés" et "barbus" se partagent mieux le gâteau du pouvoir pour écraser doublement un peuple algérien qui n'en peut mais ? Quand donc les querelles cesseront-elles pour que d'autres Algériens, si nombreux et pourtant si faibles de leur division, puissent enfin proposer d'autres perspectives, ensemble ? Enfin, pourquoi l'Algérie serait-elle absente du débat européen, elle qui en est si proche ?

Cette question lancinante domina cette soirée, qui devrait être suivie d'autres.



A vos agendas

Juin 1994

Samedi 4

- *Journée de réflexion "Situation et avenir de la sidérurgie", organisée par le secteur Entreprises du PS. 10 rue de Solferino. 14 h à 17 h.*
- *Journée "Aménagement du territoire"*
- *Campagne des européennes : meeting inter-régional avec Michel Rocard à Bordeaux.*

Lundi 6

- *Campagne des européennes : meeting inter-régional avec Michel Rocard à Villeurbanne.*

Lundi 6 et mardi 7

- *La Flamboyance. Rencontres nationales "Les retraités dans la cité, nouvelles implications". Aurillac. Rens. 85 20 21 87.*

Mardi 7

- *Campagne des européennes : meeting inter-régional avec Michel Rocard à Créteil.*

Jeudi 9

- *Campagne des européennes : rassemblement national des élus à Strasbourg avec Michel Rocard.*

Samedi 11

- *Journée de réflexion "L'avenir du transport aérien", organisée par le secteur Entreprises du PS. Espace Moncassin, 75015 Paris. 9 h 30 à 17 h 30.*

Dimanche 12

- *Elections européennes en France.*

Mardi 21

- *Fête de la musique.*

Mercredi 22 et jeudi 23

- *Sommet du PSE à Corfou.*

Juillet 1994

Les 2 et 3, tous à

La fête du Parti

au parc paysager de La Courneuve

Du vendredi 8 au mardi 12

- *Stages d'été à La Rochelle organisés par le secrétariat national à la Formation du PS.*

Septembre 1994

Du jeudi 1er au dimanche 4

- *Université d'été à Port d'Albret, Vieux-Boucau dans les Landes. Retenez vos dates... (bulletin d'inscription dans le prochain numéro de Vendredi).*

DOSSIER

Le 6 juin 1994, la France et les nations alliées célèbreront le cinquantenaire du débarquement en Normandie. Une dizaine de chefs d'Etat et de souverains assisteront aux cérémonies officielles, dont François Mitterrand, la reine d'Angleterre et le président Clinton. La Normandie se prépare à recevoir près de sept millions de visiteurs, dont 50.000 vétérans, pour l'ensemble des festivités qui s'étendront jusqu'à l'automne. Des rendez-vous conviviaux et émouvants qui rendent hommage à tous les acteurs de cette formidable offensive pour la liberté.



CINQUANTENAIRE DU DÉBARQUEMENT

Pour que jamais la mémoire ne s'estompe

Le 5 juin 1944 devait être le jour J. Mais les conditions météorologiques étaient tellement mauvaises sur la Manche que le Général Dwight Eisenhower, commandant en chef des alliés en Europe, reporta l'opération "Overlord", (c'était le nom de code du débarquement), de vingt-quatre heures. Bien que les chefs alliés et plus particulièrement celui des aviateurs aient eu plutôt un avis contraire, redoutant la tempête, Eisenhower décida que le 6 juin serait le D.Day. Un renoncement aurait entraîné un report du débarquement à la mi-juillet ; ce qui, sans aucun doute, aurait démoralisé les troupes. Cette opération, préparée depuis des mois avec minutie, se caractérise par l'importance des moyens et des hommes engagés. Les Allemands furent pris de court. En particulier, le maréchal Rommel, qui, certain que la météo était trop mauvaise pour permettre une opération, était rentré en Allemagne... pour fêter l'anniversaire de sa femme.

En trois mois de combats, 85.000 alliés furent tués. Il y eut 200.000 victimes allemandes et à peu près autant de prisonniers. Cette commémoration d'un passé au fond tout proche restitue notre mémoire collective. Quelques instants passés à l'impressionnant cimetière américain de Colleville-sur-Mer, où se dressent quelque 9.000 croix blanches alignées à la perfection sur un gazon verdoyant, suffisent pour ressentir à la fois l'horreur de la guerre et une immense gratitude envers ceux qui ont fait cet événement unique que fut le Débarquement. ■



© Fondation Jean Jaurès

TÉMOIGNAGE D'UN ENFANT DE NORMANDIE

"J'avais huit ans en 1944"

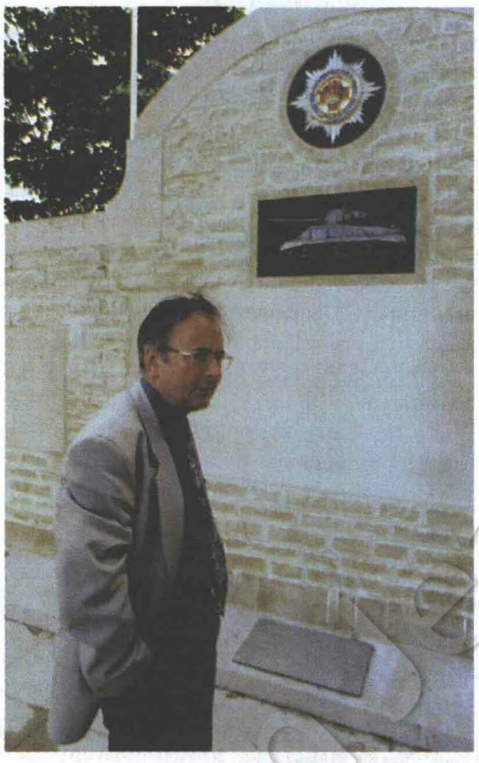
Cette fameuse nuit du 5 au 6 juin 1944, Jean-Claude Carabeufs ne l'a pas oubliée. Dans son petit village de Creully, à sept kilomètres à peine d'Arromanches, il régnait une agitation peu ordinaire. Les villageois présageaient un débarquement mais personne ne savait vraiment. Souvenirs intacts, émotions aussi.

Ils étaient nombreux les soldats allemands dans cette commune normande. Jean-Claude Carabeufs se souvient encore du bruit qu'ils faisaient cette nuit-là en se déplaçant. "Probable qu'ils allaient se regrouper et créer une ligne de fond à une dizaine de kilomètres de là"... Aujourd'hui, Jean-Claude Carabeufs est maire de la commune de Saint-André-sur-Orne, au sud de Caen, conseiller général et premier secrétaire fédéral du Calvados. Le temps a passé, mais sa mémoire est toujours aussi vive.

"Dans la nuit, explique-t-il, nous sommes allés nous réfugier dans un abri aménagé, juste derrière la maison de mon grand-père. Des voisins accompagnaient ma famille. Nous avions souvent fait des tests d'alerte. Il y avait même des tranchées au bout de l'école. Les canonnades ont commencé vers quatre heures du matin. C'était un vacarme affolant. Vers sept heures, nous sommes sortis de l'abri. Tout paraissait calme, rien ne bougeait. Puis l'aviation est entrée à nouveau en action. Un peu plus tard dans la matinée, je ne sais trop pourquoi, dans l'urgence nous agissions sans réfléchir... mon grand-père m'a emmené marcher dans les haies. Les avions volaient en rase-mottes, ils mitraillaient. Nous avons vu un soldat allemand isolé. Il s'est fait tuer un peu plus loin.

Vers quinze heures, ce 6 juin 1944, les Anglais sont arrivés et Creully fut l'un des premiers villages à être libérés. Une image inoubliable, vraiment impressionnante. Une arrivée massive et curieuse à la fois. La plupart de ces militaires bariolés débarquaient à bicyclette. Mais il y avait aussi un énorme déploiement de matériel, de véhicules, d'autochenilles, de mitrailleuses, de chars... Depuis l'occupation, nous étions privés de tout, et voilà ces soldats qui nous distribuaient des bonbons, du chocolat chaud. Tout paraissait presque surréaliste. Pour un enfant, ce sont des souvenirs émouvants qui ne s'effacent pas."

Le village de Creully ne connut heureusement aucun bombardement. Il fut épargné. L'arrivée des alliés ne fit qu'un seul mort, victime d'un obus égaré dans le jardin. La plupart des Allemands étaient partis la veille. Dans cette petite commune,



au château de Creullet, le maréchal Bernard L. Montgomery, commandant des forces terrestres en Normandie, avait installé son PC. C'est aussi de ce village que la chaîne BBC a commencé d'émettre. La ville de Caen, distante de dix-huit kilomètres de Creully, n'a été libérée qu'au mois de juillet. "Lorsque Caen a été prise, se souvient Jean-Claude Carabeufs, on voyait une immense lueur rouge. C'était la ville qui flambait".

"La guerre, poursuit-il, rend les mômes débrouillards. Nous n'avions pas peur. En quelques jours, notre village devint une base arrière des Anglais. Ils ont construit des routes, un véritable petit périphérique. Les camions circulaient sans arrêt les uns derrières les autres. Toute une infrastructure se mettait en place à une vitesse incroyable. Les avions ne cessaient d'aller et venir. Un fabuleux mouvement organisé à la lettre. Il y avait aussi un hôpital de campagne. Chaque matin, je portais une timbale de lait aux blessés. Certains hurlaient de douleur et pourtant je me faufilais entre eux, nullement impressionné. J'allais aussi sur les campements récupérer des cigarettes (c'est d'ailleurs là que j'ai fumé ma première), du savon, tout ce dont nous manquions".

Le maire de Saint-André-sur-Orne se rappelle très bien l'immense armada dans le port artificiel d'Arromanches. "Les soldats nous laissaient même monter à bord des bateaux. Des hommes en débarquaient sans discontinuer. Les soldats effectuaient beaucoup d'opérations de déminage." Il est vrai que le maréchal allemand Erwin Rommel, responsable de l'ensemble du mur de l'Atlantique, avait fait truffer les plages d'innombrables pièges, d'obstacles métalliques, de chevalets porte-mines. L'arrière pays n'était pas en reste : des fossés, des pieux acérés, des prairies inondées... Tout était menaçant pour les alliés.

Aujourd'hui, avec le recul, Jean-Claude Carabeufs se rend compte qu'il a vécu cette période extraordinaire, naturellement, à la manière des enfants, pour qui tout est ordinaire. Mais ce 6 juin 1944 reste gravé dans son cœur. Il ne sait pas vraiment si ce fut, pour lui, le jour le plus long. En revanche, il sait qu'il n'oubliera jamais et espère que les nouvelles générations se souviendront de l'Histoire. Les commémorations et tout ce qu'elles produisent servent à cela : rappeler, apprendre, prévenir.

Dossier réalisé par Chrystie Lipani

Parmi les innombrables ouvrages :

- **"Le grand jour. Le grand roman du débarquement raconté aux jeunes",** Gilles Perrault, Editions Lattès, 99 F.
- **"Le jour le plus long : 6 juin 1944,"** Cornelius Ryan, Editions Robert Laffont, 129 F.
- **"Ils arrivent. 6 juin-25 août 1944",** Paul Carell, Editions Robert Laffont, 129 F.
- **"Le jour le plus fou : 6 juin 1944, les civils dans la tourmente",** Elizabeth Coquart, Philippe Huet, Editions Albin Michel, 140 F.

Pour les questions pratiques :

Minitel 3615 D-Day ou tél : 31 06 98 53.

Les cérémonies officielles internationales de la journée du 6 juin

- **8 h 30 : Pointe du Hoc,** cérémonie américaine.
- **10 h 30 : Utah Beach,** cérémonie franco-américaine en présence du président Clinton.
- **11 h 30 : Bayeux,** cérémonie franco-anglaise en présence de la reine d'Angleterre.
- **11 h 30 : Hermanville, Douvres, La-Delivrande, Ranville, Ryes,** cérémonies britanniques.
- **14 h 30 : Omaha Beach,** cérémonie internationale sur la plage en présence des chefs d'Etat.
- **16 h 30 : Colleville-sur-Mer,** cérémonie américaine.
- **17 h : Ouistreham,** cérémonie française.
- **17 h : Arromanches,** défilé des troupes britanniques.
- **18 h : Beny-Reviers,** cérémonie franco-canadienne.
- **18 h : Villons-Les-Buissons,** cérémonie norvégienne.
- **19 h : Grainville-Langannerie,** cérémonie franco-polonaise.
- **21 h : Merville-Franceville,** parachutage des "Red Devils" sur le site des Batteries allemandes de Merville.
- **22 h : Caen,** fête commémorative officielle sur le site du Mémorial de Caen.

● Retour sur Pierre Bérégovoy



Pierre Bérégovoy méritait bien qu'on lui consacre une biographie. Pas seulement en raison du geste plein d'honneur par lequel il s'est donné la mort. Mais tout simplement parce que sa vie est hors du commun. Pierre Bérégovoy est le premier homme politique français issu d'un milieu ouvrier qui ait accédé à la charge de Premier ministre. Ce fils d'immigré ukrainien est devenu le symbole de l'autodidacte qui réussit en politique. "Dans ma famille nous avions tous une volonté de savoir, pas celle d'arriver", explique-t-il. Très jeune, il dévore les livres d'histoire. Cette soif d'apprendre l'habitera toute sa vie : "Je savais qu'il fallait du temps". Notamment pour gravir tous les échelons professionnels et politiques qui le conduiront au plus haut niveau. Singulier parcours que celui de ce militant aux convictions indéfectibles, homme de fidélité au sein d'une gauche souvent déchirée par ses rivalités internes, et qui fut à la fois un disciple de Pierre Mendès France et un lieutenant de François Mitterrand. Comme si cet habile négociateur avait servi de trait d'union entre deux styles politiques, voire "deux gauches"...

Christiane Rimbaud retrace avec beaucoup de maîtrise, dans un style agréable, le destin tragique d'un homme qui n'a pas supporté la mise en cause de son honneur et les doutes qui l'assaillaient sur son action politique à la tête du gouvernement. Elle ne sombre pas pour autant dans l'hagiographie, évoquant notamment les erreurs d'appréciation de l'ancien Premier ministre sur Roger-Patrice Pelat. Elle a trouvé le ton juste -ce qui n'était pas facile- pour raconter avec pudeur et réalisme le calvaire qu'a enduré Pierre Bérégovoy dans les derniers jours de sa vie. Un livre de référence sur l'une des personnalités politiques les plus atypiques qui ont gouverné la France.

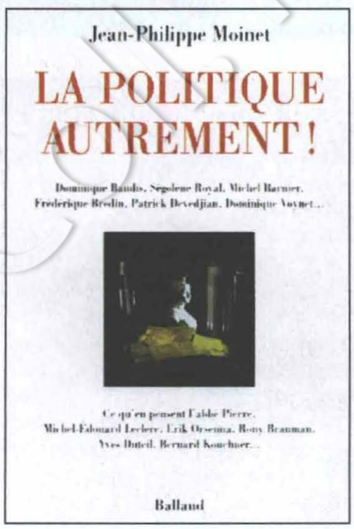
J.-P. B.

"Bérégovoy",
Christiane Rimbaud,
PERRIN, 466 p. 120F

◆ Les quadras de la politique

La crise du politique : ce thème commence à devenir une tarte à la crème. Mais il fait couler encore beaucoup d'encre. Comment faire de "la politique autrement" ? C'est ce qu'a demandé Jean-Philippe Moinet, journaliste, à six quadras dont Ségolène Royal et Frédérique Bredin. Des personnalités de la société civile comme Rony Brauman, Yves Duteil, l'abbé Pierre, Erik Orsenna, enrichissent le débat. Sans oublier l'allant de Bernard Kouchner. Des points de vue intéressants. Mais les politiques se jugent aussi aux actes.

"La Politique autrement !",
Jean-Philippe Moinet,
BALLAND, 187 p., 65 F.





■ Le rénovateur d'utopies

Julien Dray serait-il un familier des provocations ? Son propos semble être de réhabiliter l'archaïsme, tant décrié à gauche comme dans l'ensemble de notre société. Déjà, un autre provocateur, le philosophe Roland Barthes, claironnait, en 1985, sur quelques affiches : "Tout d'un coup, il m'est apparu indifférent d'être moderne". De quoi étonner les passants, par un message incongru. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de proférer des incongruités mais de faire réfléchir pour préparer l'avenir de la gauche. Le balancier des idées et des comportements serait-il sur le retour ? En tout cas, ces propos, rassemblés par courts paragraphes dans un style direct, participent à la nécessaire analyse de l'échec de 1993 et à l'indispensable travail d'invention, de défrichage d'idées. Une chose semble sûre pour Dray : si les programmes politiques doivent s'adapter à leur époque, ils doivent rester fidèles à des valeurs qui, elles, ne vieillissent pas, mieux, se fortifient avec le temps. Et si ces valeurs sont jugées archaïques, alors, vive l'archaïsme, serait-il tenté de crier.

Ces pages doivent beaucoup à cette grande manifestation parisienne pour la défense de l'école laïque et républicaine, du 16 janvier 1994. Elles sont remplies de l'émotion créée par la vivacité des valeurs retrouvées de la gauche. Julien Dray se souvient. "Etrange sentiment partagé, je crois, par beaucoup, ce jour-là, que celui de cette fraternité avec des inconnus, cette impression de connaître, de reconnaître tout le monde. (...) Etrange sentiment, oui, que celui de renouer avec une histoire ancienne, celle de la gauche encore naïve, celle d'avant 1983. (...) Tous ceux qui, en mars 1993, avaient voulu marquer leur ras-le-bol de la gauche-caviar, de la gauche institutionnelle, de la gauche-à-droite, tous étaient là, aujourd'hui."

Sans concession, sans esquive, l'auteur livre son analyse de mars 1993 : "Non, ce n'est pas pour corruption que les socialistes ont été renvoyés à leurs foyers par leurs propres électeurs. C'est pour incapacité à conjuguer leurs idéaux de transformation sociale avec les contraintes d'une gestion gouvernementale. C'est pour avoir dissimulé sous le vocable commode de "modernisation" leur abandon pur et simple du mandat qui leur avait été confié."

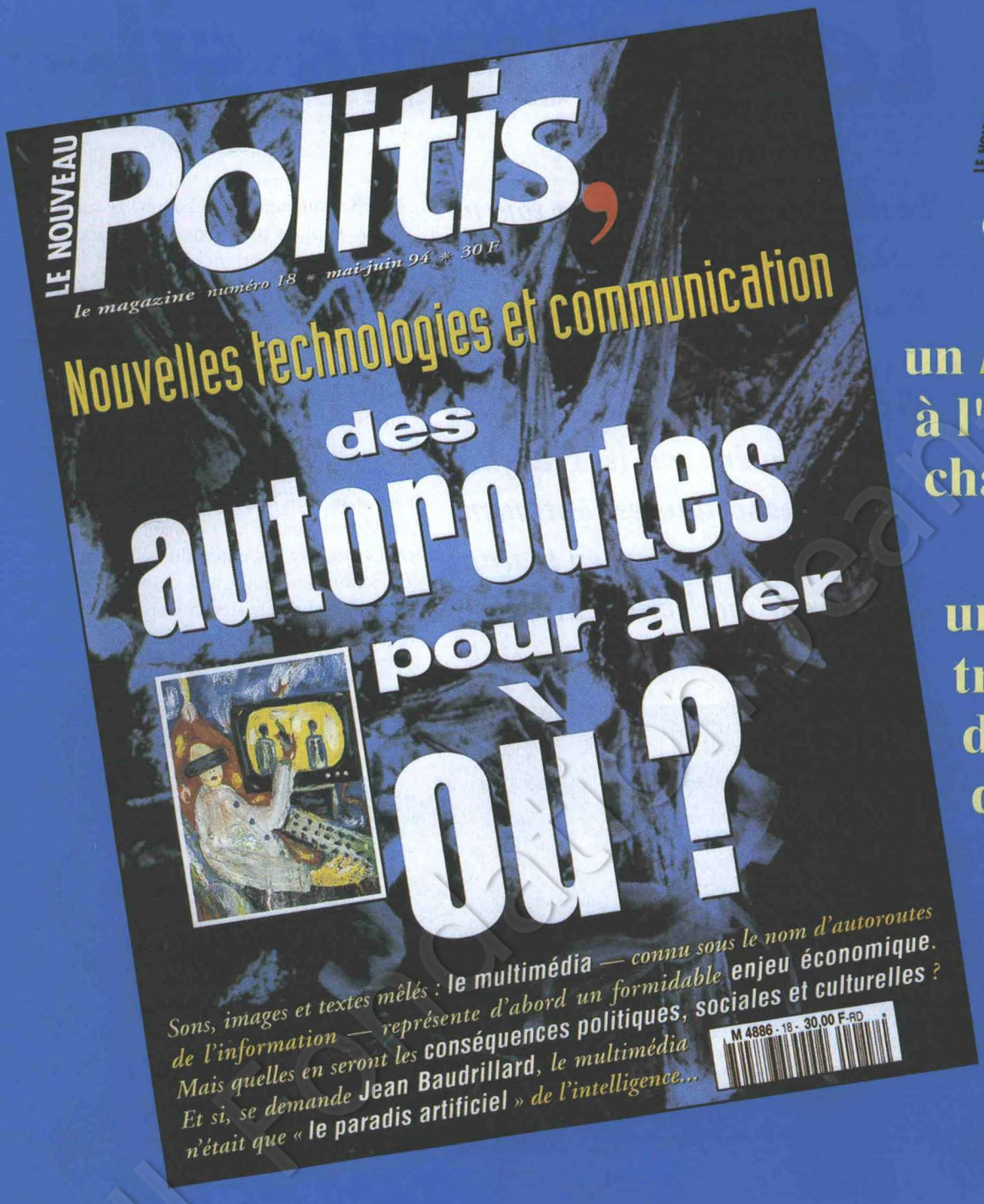
Et face à l'enjeu "d'un rêve nouveau qui fasse oublier le cauchemar d'un monde menacé par le Sida, la purification ethnique et le chômage", Dray offre des pistes et les argumente. D'abord, celle de la diminution du temps de travail mais aussi de nouveaux modes de vie moins contraignants pour l'homme, qui fassent naître un véritable projet de société à construire : "Imaginer une autre vie où travailler moins signifie aussi vivre et travailler autrement. Utopie archaïque ? Inévitable, lorsque l'on regarde la réalité en face", répond-il.

Avec la même capacité d'innovation, Dray aborde les problèmes des banlieues, des services publics, de la police, de la fiscalité, ou encore de l'Europe. Agitateur d'idées, Julien Dray ? Il serait plus juste de parler de rénovateur d'utopies, une denrée qui manque si fort en cette fin de siècle.

L. C.-S.

"De la Gauche en général et de l'Archaïsme en particulier",
Julien Dray,
BELFOND, 132 p., 92 F.

Politis, le magazine, chez votre marchand de journaux



LE NOUVEAU Politis,
c'est aussi ...

un *hebdomadaire*
à l'esprit critique
chaque jeudi

une *revue*
trimestrielle
de débats et
de réflexion

Offre spéciale : 250 F
14 numéros
(hebdo + magazine + la revue)

❑ Je commande ..... exemplaire(s)
de *«Les autoroutes de l'information»*
(30 F le numéro)
❑ Je m'abonne (250 F)
Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

Chèque à l'ordre de : «Politis Editions SA» 2 B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil
Tél. : (1) 49 88 29 00 - Fax (1) 48 57 31 16

Col. Fondation Jean Jaurès

Très divisée sur l'Europe, la droite est impuissante à formuler des propositions précises, notamment sur l'emploi. Le débat Rocard-Baudis en a fait la démonstration. Alors que les intellectuels de la liste Sarajevo n'iront pas jusqu'au bout de leur démarche, les socialistes mettent l'accent sur les axes de leur campagne : l'emprunt européen et la réduction du temps de travail. Ils insistent aussi sur l'apport décisif de l'Europe dans le financement d'infrastructures et de chantiers régionaux.

CAMPAGNE EUROPÉENNE

Les lourds silen

Le débat Rocard-Baudis a tourné à l'avantage du Premier secrétaire. Il a mis en évidence que la droite était incapable de faire des propositions sur les questions qui intéressent les Français. Les socialistes continuent à faire campagne en plaçant au cœur du débat le problème de l'emploi et l'Europe sociale.

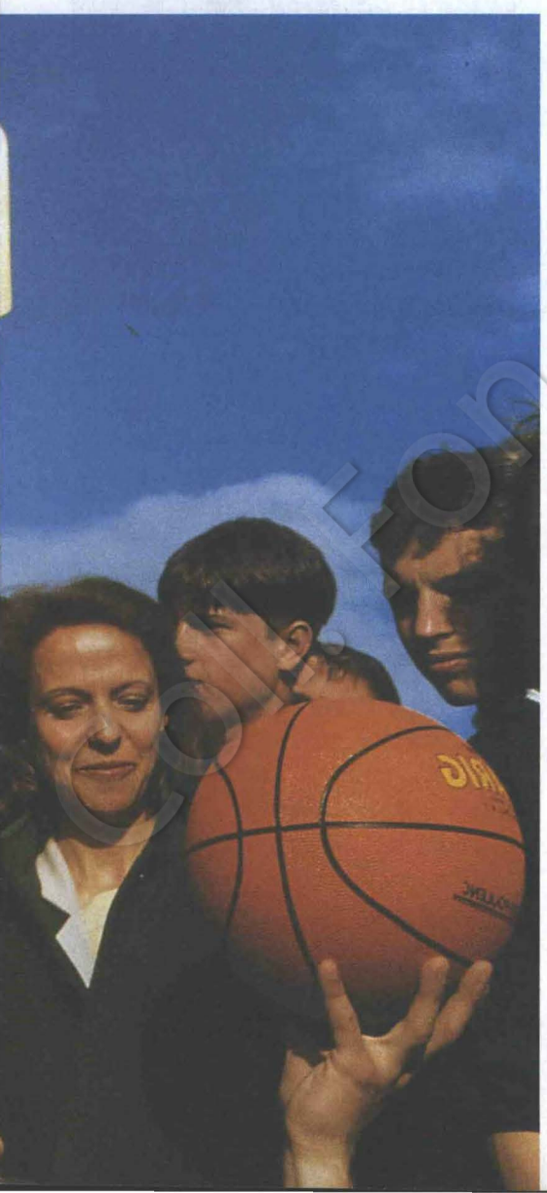
En quarante-huit heures, la campagne pour les européennes a connu un tournant important. Dimanche, le débat Rocard-Baudis a permis de marquer clairement les antagonismes entre les deux principales listes. Sur la Bosnie, bien sûr. Mais aussi sur les autres questions concernant l'Europe. Ce face-à-face a notamment mis en relief l'inexistence de propositions de Dominique Baudis sur un problème aussi majeur que le chômage. La droite a, paraît-il, un programme, mais sa tête de liste s'est dérobée chaque fois que Michel Rocard lui a demandé de le formuler. Le premier secrétaire du PS a plaidé avec conviction pour un grand emprunt européen susceptible de créer des milliers d'emplois par de grands chantiers, et pour la réduction du temps de travail.



Fondation Jaurès

ce de la droite

Dominique Baudis, inquiet de la progression de la liste de de Villiers, a préféré jouer la carte de l'Europe sécuritaire. "Les électeurs attendent un projet plus mobilisateur, commente Jean Glavany. Baudis, c'est la politique spectacle faite reine." Plus que jamais, les socialistes sont donc décidés à faire valoir les solutions que comporte leur projet. "Il faut réorienter la campagne sur le terrain droite/gauche et marteler nos propositions, explique Jean-Paul Huchon. La droite n'a rien à dire. Alphandéry s'est prononcé contre l'emprunt que nous souhaitons faire car cela risquait de perturber les marchés financiers. C'est proprement scandaleux lorsqu'on sait qu'il y a près de quatre millions de chômeurs en France." Lundi après-midi, les vingt premiers candidats ont été réunis, au siège du PS, pour participer à une séance de travail dirigée par Michel Rocard.



Au programme : examen de la situation politique, rappel des thèmes de campagne et répartition des rôles. Le soir, à Toulouse (voir p. 12), les socialistes ont insisté sur leurs principales propositions.

Sans se soucier des sondages

Quelques heures auparavant, les intellectuels regroupés autour de Bernard-Henri Lévy avaient renoncé à aller jusqu'au bout de leur démarche. Ils continueront à faire campagne mais ils n'auront pas de bulletins de vote. A l'issue du débat Rocard-Baudis sur TF1, ils se sont réunis dans la nuit pour décider de poursuivre ou non leur action. Finalement, ils ont préféré opter pour un retrait, même si cette marche arrière ne fait pas l'unanimité dans leurs rangs. Trois facteurs sont intervenus dans leur décision : la baisse dans les sondages de la liste Rocard, que certains ne voulaient pas affaiblir, la chute de leur propre liste dans les intentions de vote, et, enfin, le débat Baudis-Rocard au cours duquel le Premier secrétaire du PS a réitéré sa position en faveur de la levée de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie en cas d'échec des négociations. Sans doute ces intellectuels se sont-ils rendus compte que si leur irruption dans la campagne avait eu le mérite de soulever une question majeure, ils étaient allés trop loin en déposant une liste. Leur initiative jusqu'auboutiste ne risquait-elle pas de pénaliser le parti -le PS- qui avait pris le plus en compte leurs revendications ?

Les socialistes doivent donc poursuivre leur campagne sans trop se soucier des sondages. Leur tâche est difficile car on dénombre vingt listes, ce qui est un record pour des élections européennes. La plupart d'entre elles se situent dans la mouvance de la gauche. Il est donc normal que le PS soit la première victime de cette rude concurrence. Dans ces conditions, la liste de Baudis, qui est créditée de 32 à 33 %, est loin d'obtenir un excellent niveau puisqu'elle est censée rassembler deux partis, le RPR et l'UDF. "Elle ne semble pas décoller", constate Jean Glavany. Sans doute parce que le vide n'est pas très mobilisateur...

Jean-Pierre Bedeï

La campagne de Rocard jette la droite au panier.

Une Europe sociale et protectrice

La finalité de l'Union n'est pas la libre circulation des marchandises et des capitaux mais l'épanouissement des citoyens.
Pour instaurer une véritable puissance publique européenne, au service de la justice sociale, nous proposons :

- *le développement de l'Europe sociale, urgence sociale, avec notamment la fixation de normes garanties, s'élevant avec le temps, en matière de salaire et revenu minimum, de conditions de travail, d'égalité homme/femme ;*
- *l'attribution du droit de codécision aux salariés des entreprises européennes, la possibilité de signature de conventions collectives au niveau de l'Union ;*
- *la définition de règles pour un développement durable garantissant une planète habitable pour nos enfants : taxes pour les économies d'énergie, normes pour l'environnement, etc. ;*
- *l'adoption de politiques européennes qui assurent un avenir à la pêche et, après le Gatt, à l'agriculture. Soucieuses d'environnement et d'aménagement du territoire, ces politiques doivent permettre d'atteindre l'équité dans la répartition des aides publiques ;*
- *une meilleure prise en considération de l'identité et de la spécificité des DOM-TOM ;*
- *la promotion d'une politique culturelle essentielle au maintien de nos identités nationales et de leurs composantes régionales ;*
- *la mise en œuvre de services publics européens garantissant l'égalité des chances entre citoyens (éducation, santé) et l'égalité d'accès entre consommateurs (énergies, transports, télécommunications...) ;*
- *la réalisation effective de la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'Union, accompagnée, afin de garantir la sécurité de tous, d'un renforcement des coopérations policière et douanière dans le respect des Droits de l'homme et des conventions internationales ;*
- *la défense des valeurs de tolérance et de laïcité.*

En clair, nous proposons de passer d'une Europe du laisser-faire à une Europe solidaire.

Coll. Fondation Jean Jaurès



Le vide de la droite

Lundi soir, à Toulouse, dans la propre ville du chef de file de la liste UDF-RPR, Michel Rocard a fait la démonstration de l'absence de propositions du gouvernement comme de la liste de droite.

Près de trois mille personnes participaient, salle Jean Mermoz, à ce meeting de Michel Rocard qui se déplaçait, pour la première fois, en compagnie de ses deux premiers colistiers : Bernard Kouchner et Catherine Trautman. Un beau meeting qui, au lendemain du débat entre Michel Rocard et Dominique Baudis sur TFI, ne manqua pas de piquant. Dans son propos d'accueil, Lionel Jospin, après avoir cité Jaurès, a remercié le Premier secrétaire d'avoir montré "les limites de son adversaire et le vide de ses propositions". Jean-Pierre Bel, porte-parole des candidats de Midi-Pyrénées, compléta le portrait du maire de Toulouse. "Elu député européen, il y a quelques années, son intérêt était si grand qu'il démissionna. En 1986, il devint président de région. Devant l'ampleur du travail, deux ans après, il démissionna à nouveau. Notre région mérite mieux que de servir de marchepied à Dominique Baudis".

"La liste "L'Europe commence à Sarajevo" a provoqué un salutaire fracas, poursuivit Bernard Kouchner. Mais l'Europe comporte aussi d'autres enjeux. J'ai rejoint la liste socialiste parce que je souhaite une Europe concrète, fondée sur la démocratie, une Europe des hommes." Bernard Kouchner s'est ensuite attardé sur la situation en Bosnie, au Rwanda... "Il est urgent, a-t-il dit, de proposer un droit d'ingérence démocratique. Bien sûr que la levée de l'embargo sur les armes n'est qu'une solution de désespoir mais, oui ou non, est-ce la même chose de se défendre avec des fusils et d'être attaqué avec des canons ? La seule méthode est la prévention des conflits, un dispositif d'alerte pour tenter de faire la paix avant la guerre". "L'Europe devait être une garantie contre le fascisme, a poursuivi Catherine Trautman, et il ressurgit en Allemagne, en Italie... Ce phénomène a repris avec virulence en France, avec Le Pen qui finance la reconstruction de l'extrême droite en Europe. Il faut combattre ce fascisme renaissant en développant, à l'échelle européenne, la solidarité."

Michel Rocard n'a pas manqué de rappeler que la campagne européenne se fait uniquement à partir des propositions des socialistes et souligne les éloquents silences du chef de file de la droite. "J'attends encore une seule proposition de Dominique Baudis. Les électeurs qui sont européens et qui ne sont pas socialistes doivent se sentir orphelins. Balladur est aux abonnés absents. Jacques Chirac demande une autre politique européenne, c'est un scoop. Il y en aurait donc une ?" Puis il développa les projets socialistes : construire des infrastructures donnant aux régions périphériques des chances égales, réhabiliter les quartiers où toute vie sociale a disparu, remplacer les procédés de production trop polluants.... "Pour réaliser tous ces grands chantiers, il faut, certes, emprunter mais la toute jeune Union européenne a les moyens de le faire". "Nous voulons une Europe qui fasse son métier, a insisté le Premier secrétaire du parti, avec une Constitution qui précise clairement son rôle. Nous avons besoin d'une nouvelle donne et, aujourd'hui, existe une chance indiscutable d'obtenir une majorité socialiste et social-démocrate au Parlement européen. Nous sommes la liste qui se préoccupe des droits de l'homme et qui s'oppose à ce que veulent Balladur, Baudis et Brittan : l'Europe du laisser-faire et du capital. Le seul avenir qui vaille, pour l'Europe, c'est celui que s'emploie à construire de gauche, celui de la solidarité."

Chrystie Lipani

COUP D'ŒIL

Gargamelle a fait des merveilles cette semaine contre les stroumpfs socialistes. Dans l'univers magique des sondages, le sol des espérances (de vote) s'est dérobé sous nos pas et, pendant quelques heures, c'était comme si le chat Azraël nous avait déjà avalés tout rond. D'autres sondages ont dissipé le cauchemar. J'ai quand même vu quelques embusqués se réjouir trop vite, une petite cuillère de poison supplémentaire à la main. Raté. Cette fois-ci encore c'est raté... Mais je veux croire que chacun des mauvais moments passés dans cette campagne électorale dessille quelques yeux de plus à gauche. On doit bien commencer à comprendre ce qui se passerait si la liste socialiste recevait l'un des exocets qu'on lui expédie régulièrement dans la cabine de pilotage. Ce serait alors la gauche en miettes, privée de centre de gravité, clouée pendant des mois, puis des années, dans les querelles de chapelle, la parade des paons présidentiels occupant toute la scène. La droite aurait le terrain libre. Il ne resterait que ses compétitions internes pour mettre du sel dans la bouillie politique servie au pauvre peuple de gauche. Bien sûr, il n'y aura pas de deuxième tour à la présidentielle pour la gauche dans cet état. Entre cette catastrophe et un bon départ pour la conquête du ciel, il y a deux petits points d'intention de vote à trouver. C'est exactement ce que peut l'action militante.

Jean-Luc Mélenchon

L'Europe au concret

On le sait peu en France : ce sont 930 milliards de francs que l'Union européenne mettra à la disposition des régions qui la composent, pour assurer la cohésion économique et sociale. Toutes les régions de France sont concernées.

L'Union européenne mène depuis 1975 une politique régionale destinée à corriger les disparités -parfois fortes- entre les régions qui la composent. Le traité de Maastricht a considérablement renforcé cette orientation en faveur des régions les moins favorisées pour assurer la cohésion économique et sociale de l'UE. Les fonds structurels à travers lesquels cette politique est menée (1) viennent de voir leurs crédits plus que doublés -passant de 63 milliards d'écus pour la période de 1988-1993 à 141 milliards d'écus (930 milliards de francs) pour la période 1994-1999. Le Conseil européen d'Edimbourg, en décembre 92, y a été d'autant plus enclin que les résultats sont globalement encourageants. Cet accroissement considérable est le résultat de décisions prises alors que les socialistes étaient au pouvoir en France, et à la demande de Jacques Delors qui, déjà en 1988, luttait contre l'Europe à deux vitesses. Les députés du groupe du Parti des socialistes européens ont voté ces crédits au Parlement européen, dont l'une des prérogatives principales est de voter, chaque année, le budget de l'UE (les fonds structurels en constituant le tiers).

Toutes les régions de France sont désormais concernées à un titre ou à un autre. Actuellement la Commission examine avec chacun des Etats membres les programmes présentés, qui portent essentiellement sur de grands chantiers ou des mesures de formation professionnelle.

Ces aides se concentrent principalement sur trois objectifs, reposant sur une répartition géographique :

■ **OBJECTIF 1 : aide aux régions en retard de développement** (PIB par habitant inférieur à 75 % de la moyenne communautaire). 70 % des 141 milliards d'écus (soit 96 milliards) y seront affectés. Espagne, Italie du Sud, Grèce, Irlande, Portugal sont concernés. Pour la France, la Corse, les trois arrondissements du Hainaut et les DOM le sont également (15 milliards de F, contre 6,6 milliards pour la période précédente).

■ **OBJECTIF 2 : aide à la reconversion des régions touchées par le déclin industriel** (taux moyen de chômage supérieur à la moyenne communautaire, pourcentage d'emploi industriel par rapport à l'emploi total supérieur à la moyenne communautaire...). Les territoires ou bassins de 19 régions françaises sont concernés (12 milliards de F pour la première phase de trois ans).

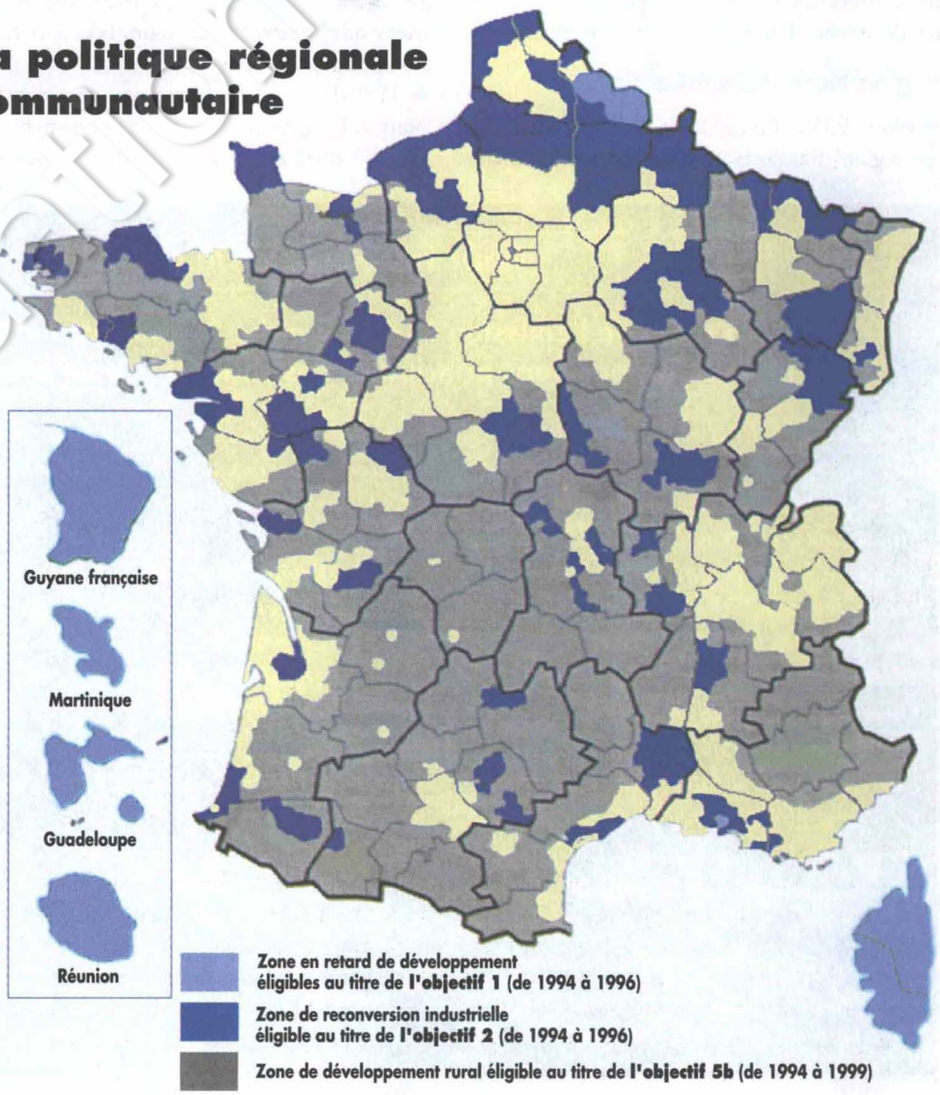
■ **OBJECTIF 5b : aide à la préservation et au développement des zones rurales fragiles ou dépeuplées :** 18 régions françaises sont concernées (15 milliards de F).

■ **Trois autres objectifs :** 3, 4 -assurés par le Fond social européen (FSE)- et 5a par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), portant sur la lutte contre le chômage de longue durée et l'insertion professionnelle des jeunes, l'adaptation des structures agricoles dans le cadre de la PAC (la pêche incluse) et l'adaptation des travailleurs aux mutations industrielles, sont applicables à la totalité du territoire français.

Au total, ce sont plus de 100 milliards de F qui, entre 1994 et 1999, seront ajoutés aux contreparties financières nationales de l'Etat et des collectivités territoriales (d'un montant égal à 100 milliards de F). Les fonds structurels sont gérés en application du principe de subsidiarité prévu par le traité de Maastricht (au niveau le plus près des réalités). Ainsi les Etats et les régions identifient les besoins, définissent les plans de développement dont découleront les programmes financés par l'UE, puis les mettent en œuvre.

Les députés socialistes européens ont placé la création et le maintien de l'emploi au cœur de leur action pour la politique de cohésion économique et sociale. Ils ont tenu à ce qu'ils figurent au centre de toutes les actions entreprises avec l'aide des fonds structurels. Pour eux, "toutes les régions de l'UE doivent connaître un développement prospère et justement réparti. La solidarité des plus forts envers les plus faibles est un des piliers de l'UE. C'est pourquoi les fonds structurels et le fonds de cohésion destiné aux pays économiquement les moins avancés, prévu par le ▶

La politique régionale communautaire



Fondation Jean Jaurès

traité de Maastricht et doté de 46 milliards de F, sont déterminants pour l'avenir", notamment dans la perspective de l'Union économique et monétaire. Combiné avec les grands travaux prévus dans le cadre de l'initiative européenne de croissance -que les socialistes souhaitent renforcer (cf infra)- l'effet de ces fonds en matière de croissance et d'emplois est positif.

Quelques exemples

Région Alsace

● Pour 1989-1993, concentration sur le développement rural vers le Haut-Rhin et les programmes d'initiative communautaire (programme STAR, pour l'amélioration des réseaux de télécommunication, programme Horizon pour aider les personnes handicapées).
Dans le cadre de la coopération pour l'éducation, l'Ecole européenne des hautes études des industries chimiques de Strasbourg a permis à des étudiants de poursuivre leurs études en Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne.
● Pour 1994-1999, l'enveloppe des fonds structurels européens s'élève à 450 millions de F et concerne 433.000 habitants. Principalement, aide au développement rural et reconversion des régions industrielles (repli des usines de potasse et déclin du textile près de Mulhouse et vallées vosgiennes).

Région Nord-Pas-de-Calais

● 1989-1993, le Nord-Pas-de-Calais arrive en tête des régions françaises avec des aides communautaires d'un montant de 3,7 milliards de F. Principalement, reconversion des zones industrielles en difficulté, réhabilitation d'espaces urbains défavorisés, reconquête des friches industrielles (10.000 ha, soit la moitié des friches françaises), avec notamment l'ouverture du parc d'activités économiques de Ravennes-les-Francs à Tourcoing ou la transformation en espace vert du site de l'ancienne usine à carbure de Wingles. Développement des infrastructures routières (désenclavement de l'Avesnois, desserte de l'avant-port ouest de Dunkerque). Actions de formation professionnelle et mesures en faveur du développement touristique (création du Zénith, salle de spectacle de 8.000 places qui fera de Lille un pôle culturel attractif).
● 1994-1999, une innovation : le Nord-Est frontalier (Douaisis, Valenciennois, Avesnois) est classé éligible à l'objectif 1 (aide aux régions en retard de développement). Avec les zones répondant à l'objectif 2 (Lens, Calais, Dunkerque) concernant 650.000 personnes, ce sont 5 milliards de F de concours financiers qui sont affectés à cette région (hors PIC et interventions spécifiques FSE).

Région Guadeloupe

La région Guadeloupe est l'une des régions françaises qui bénéficient des aides liées à la réalisation de l'objectif 1.
● 1989-1993, l'Union européenne a contribué pour 1,3 milliard de F au développement de la Guadeloupe, avec pour priorité le désenclavement de l'île (infrastructures routières plus échangeur Grand Camp pour relier port et aéroport), aides à l'industrie et à l'artisanat, à l'agriculture et au développement rural, diversification en faveur de la floriculture et des cultures maraîchères et fruitières, renforcement du réseau d'irrigation de Grande-Terre, promotion du tourisme, valorisation des ressources humaines : 5.800 personnes ont bénéficié de formations et d'aides à l'embauche.
● 1994-1999, les programmes seront reconduits avec des crédits plus importants pour la poursuite de l'objectif 1.

Région Bretagne

● 1989-1993, l'UE a contribué pour 769 millions de F au développement de la Bretagne (notamment développement rural : opération Morgane ; 3.800 exploitations agricoles ont bénéficié d'aides, ainsi que 1.360 jeunes agriculteurs. La région bénéficie aussi de mesures de restructuration de la pêche (Europe bleue).
● 1994-1999, le triplement des financements européens et l'extension des concours à 59 % de la population régionale (26 % auparavant) devraient permettre à la Bretagne de poursuivre son intégration à l'espace européen.

Ghislaine Toutain

(1) Au nombre de trois : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), Fonds social européen (FSE), Fonds européen de développement régional (FEDER).

Pour faire reculer le chômage en Europe

Au cours de l'émission 7/7, dimanche 29 mai, Michel Rocard a clairement exposé les deux propositions principales des socialistes pour faire reculer le chômage. Extraits.

"J'aurais souhaité d'abord qu'on accélère la croissance et je me bats pour une nouvelle donne européenne -qui constitue ma première proposition-. Les 8 milliards d'écus qu'il est prévu de financer par l'emprunt sont un enterrement de l'initiative européenne de croissance dont le principe, pourtant, avait été adopté en décembre 1992 à Edimbourg.
Qu'est-ce que 8 milliards d'écus dans une Union européenne qui produit chaque année une richesse de 8.000 milliards d'écus ? Ce n'est rien, on a besoin de créer et de financer des emplois par millions et, ô merveille, l'Union européenne n'est pas endettée. Je maintiens le projet de grands emprunts annuels de 50 milliards d'écus au moins, remboursables en quinze ans -ce qui correspond, sur cinq ans, à un demi pour cent du PNB communautaire-, qui, avec les fonds supplémentaires des Etats, des villes, des régions intéressés, produiront de l'ordre de 800 à 1.000 milliards d'écus de travaux par an (1.200 à 1.800 milliards de francs).
Ces sommes serviront à reconstruire nos banlieues dévastées ou sinistrées par le chômage et par la marginalité, toutes les infrastructures qui permettront de désenclaver notre grand Ouest, notre façade maritime, notre Sud-Ouest ; ou même aussi, dans le reste de l'Europe, des chantiers...
Deuxième proposition : entamer au Parlement européen les concertations nécessaires pour faciliter une réduction de la durée du travail aussi simultanée que possible entre nos pays.
Le chômage, c'est un tremblement de terre, c'est une révolution technologique qu'aucun gouvernement n'a maîtrisée, ni de droite ni de gauche. Son nombre a augmenté de 350.000 en France, en 1993, contre un peu moins de 200.000 en 1992 ; bref, il faut changer de vision.
Monsieur Balladur évoquant récemment le sujet à la télévision disait qu'il espérait que la croissance, l'année prochaine, stabiliserait le rythme du chômage et même le ferait baisser de 50.000, c'est le chiffre qu'il a avancé. A ce rythme, on résorbe le chômage en 60 ans. S'il a un peu de chance ou encore plus d'énergie qu'il n'en met, on diminue la durée de moitié : 30 ans. Ce n'est plus tolérable ! Il faut comprendre que nous avons besoin de faire beaucoup plus qu'on a su faire jusqu'à présent... Ce beaucoup plus, ce sont une nouvelle donne européenne (5 emprunts de 50 milliards d'écus par an) et une réduction concertée de la durée du travail."



L'Europe est libérale, c'est vrai, et le libéralisme tel qu'on le voit se déchaîner actuellement avec une vague de déréglementation sans précédent dans les transports, les télécommunications, la poste, l'énergie, etc., comporte des risques. Partout, les socialistes se battent pour imposer des règles de concurrence égales entre tous les Etats et toutes les firmes, pour construire une politique industrielle forte. Ils ont aussi défini ensemble une charte des services publics européens qui imposerait à tous les principes d'égalité des consommateurs et des usagers.

L'Europe peut servir à faire reculer le chômage. Une relance fondée sur un grand emprunt communautaire peut créer des emplois grâce à une politique de grands travaux. Une "forte" réduction de la durée du travail permettrait de "mieux répartir le travail existant" (semaine de 35 heures ou de quatre jours, généralisation des congés de formation, du temps partiel choisi, etc.). Déjà, les syndicats européens se réunissent régulièrement pour échanger des informations au sein de leurs propres organisations ou dans les rares comités de groupe européen, qui ont vu le jour. Ensemble, socialistes et syndicalistes, anticipant l'Europe sociale, contraignent à forcer la cadence.

L'Europe peut être un modèle de solidarité. La France est le pays européen qui rembourse le plus mal les dépenses de santé et où l'on cotise le plus, pour des résultats médiocres.

L'Europe est un combat. Les patrons français et allemands publient un mémorandum commun à l'occasion du 63e Sommet franco-allemand qui s'est ouvert à Mulhouse lundi. Ils appellent à "renforcer les libertés de marché en réduisant les charges", à promouvoir la flexibilité sur le marché du travail.

Cette Europe-là, nous n'en voulons pas. L'Europe, oui, mais solidaire.

L'Europe vécue par syndicats et employeurs

Patrick Dalban est membre de la section du PS d'Annecy et lecteur assidu de "Vendredi". Il nous a écrit pour contribuer au débat sur l'Europe sociale et apporter son témoignage.

Les organisations syndicales sont dotées depuis longtemps de structures européennes et internationales. Grâce à l'aide financière accordée par le Parlement européen, des délégués syndicaux de sociétés transnationales se rencontrent régulièrement. Dans le secteur agro-alimentaire, le syndicat européen de l'UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation) où je travaille, organise de nombreuses réunions.

A propos de la délocalisation de l'usine Hoover en Ecosse que vous citez comme exemple du manque de dimension sociale de l'Europe, ne renforcez pas le sentiment anti-européen en oubliant que les expériences négatives ne touchent pas en priorité les Français...

Informer rapidement

Les délocalisations au sein même de l'Europe sont relativement rares. Des contacts réguliers permettent de minimiser les risques de jouer une société ou un pays contre un autre, à l'intérieur d'un même groupe. Ainsi, une réunion a-t-elle été organisée dès qu'a été connue la volonté de CPC de transférer d'Ecosse en Italie et en Alsace la production de produits Knorr. Les syndicalistes italiens ont décidé de refuser toute augmentation de production à Sanguinetto tant qu'un plan social acceptable par les syndicats n'était pas conclu. Ce qui fut fait quelques mois plus tard.

Créer des structures paritaires

La coordination syndicale peut déboucher sur une structure paritaire. Depuis 1989, les délégués d'entreprise et les permanents syndicaux rencontrent chaque année la direction générale de Nestlé et des représentants des directions locales. En février, il a été décidé d'accélérer une étude conjointe pour aboutir à davantage d'égalité entre hommes et femmes. Une structure du même type, est en cours d'installation avec Accor, le premier goupe européen d'hôtellerie-restauration-tourisme. Chez BSN, les premiers contacts datent de 1984.

En 1988, la direction et les syndicalistes affiliés à l'UITA signent un "avis commun" pour travailler ensemble sur : l'information délivrée aux syndicats de chaque pays, l'égalité entre les femmes et les hommes, la formation qualifiante pour mieux appréhender l'introduction de nouvelles technologies, les droits syndicaux. En Allemagne, on a ainsi signé un accord sur l'insertion des salariées de Gervais-Danone pendant et après leurs absences pour maternité. En France, ce groupe a mis en place un système de garde d'enfants malades à domicile tandis que Amora formait des salariées à des métiers qualifiés lors de changements de processus de fabrication. En Italie, 120 personnes transférées d'autres usines à la nouvelle unité de Casale Cremasco ont reçu une formation qualifiante.

Renforcer les syndicats

La directive sur les structures de consultation et d'information n'a toujours pas été approuvée par le Conseil européen. Les partenaires sociaux ont été encouragés à négocier un accord mais la CES (Confédération européenne des syndicats) et l'association patronale européenne Unice n'ont pu se mettre d'accord du fait de l'opposition d'une des deux associations patronales britanniques. La question est importante. CPC a annoncé aux travailleurs du Royaume-Uni la création d'une telle structure. Grâce à la coordination syndicale, la quasi-totalité de ses membres sont des syndicalistes.

Cet exemple montre que de plus en plus de directions de transnationales vont chercher à mettre en place des structures en dehors de toute présence syndicale, en créant des "comités" dont elles auront désigné elles-mêmes les membres et défini les règles afin d'éviter de devoir appliquer la directive qui sera probablement adoptée à l'automne : une clause permet en effet aux sociétés où existe déjà une structure de consultation européenne de maintenir celle-ci, parfois moins contraignante, pendant sept ans après l'adoption de la directive.

Seuls le contrôle et le suivi syndical peuvent assurer cohérence dans les positions des travailleurs, pertinence des interventions, et définition d'une politique à long terme. Il n'est pas possible d'admettre que les travailleurs d'une entreprise soient représentés par des non-syndiqués ou des personnes issues de "syndicats" contrôlés par la direction. N'oublions pas qu'en France, les non-syndiqués forment la catégorie la plus importante d'élus aux comités d'entreprise. ■

Fondation Jean Jaurès



Les syndicalistes européens au secours de Tartas

La Cellulose du Pin va-t-elle être sauvée ? Après une semaine plutôt mouvementée où les syndicalistes des filiales européennes de Saint-Gobain ont apporté leur soutien aux salariés de Tartas (Landes), une solution est peut-être en vue.

Lundi 16 mai. La réunion organisée à Bordeaux entre le comité d'entreprise et la direction débouche une nouvelle fois sur une impasse. Saint-Gobain maintient sa décision de fermer l'usine de la Cellulose du Pin de Tartas.

Mercredi 18 mai. Deux cents salariés montent à Paris. Ils manifestent devant le ministère de l'Economie, y déposent des billons de bois en signe de protestation et sont reçus par un conseiller technique. Ils se rendent ensuite à La Défense où se tient une réunion des syndicats européens travaillant dans les filiales de Saint-Gobain. Confrontée à la manifestation, la direction annule purement et simplement la rencontre... justement consacrée au dialogue social. Les syndicalistes européens apportent leur soutien aux salariés de Tartas tandis que les CRS évacuent les manifestants sans ménagement.

Entre-temps, les syndicats apprennent qu'une douzaine de repreneurs éventuels se sont manifestés. Parmi eux, une candidature sérieuse, celle des goupes québécois Cascade et Tembec, dont le comité d'entreprise rencontre, à sa demande, des représentants. Cascade, dont le chiffre d'affaires est de 6,6 milliards de francs, emploie quelque 7.200 personnes, principalement dans le domaine des cartons plats, des papiers fins et des produits d'hygiène féminine. Sa filiale européenne de Bagnolet anime déjà en France trois unités dans le Pas-de-Calais et en Savoie et emploie 850 personnes. Plus modeste, avec un chiffre d'affaires de 2 milliards, Tembec emploie 2.000 personnes : disposant de onze scieries, il produit essentiellement de la pâte blanchie dans une usine dont le procédé de fabrication s'apparente à celui de la Cellulose du pin.

Vendredi 20 mai. Un accord de principe est signé par la CGT et la CFDT. Selon la direction de Saint-Gobain, il s'agit du "premier volet à caractère social, en attendant de trouver un terrain d'entente sur les dossiers économiques et industriels. Parmi les 298 salariés que compte l'entreprise, 229 seraient maintenus à leurs postes, 64 seraient touchés par des mesures de retraite ou de pré-retraite : 5 congés de fin de carrière, 44 conventions de pré-retraite, 15 congés de conversion. Parallèlement aux départs FNE, 20 jeunes de moins de 26 ans seraient embauchés avec des contrats de qualification.

Les deux partenaires canadiens pourraient s'installer à Tartas dès le 1er juillet pour poursuivre, dans un premier temps, la production de pâte fluff, la spécialité de la Cellulose du Pin. A terme, ils envisageraient de diversifier la production, ce qui fait dire à la direction de Saint-Gobain qu'"il ne convient pas de parler de repreneurs, mais de la création d'une nouvelle société."

Pour la CGT, majoritaire au comité d'entreprise, c'est "une très belle victoire", même si elle émet des réserves sur la réduction des effectifs qu'elle juge trop importante. De son côté, la CFDT se réjouit de la perspective de voir les Canadiens entrer dans le capital de l'usine car "l'avenir est lié à la valorisation sur place des ressources locales."

Christel Banderier

PROTECTION SOCIA

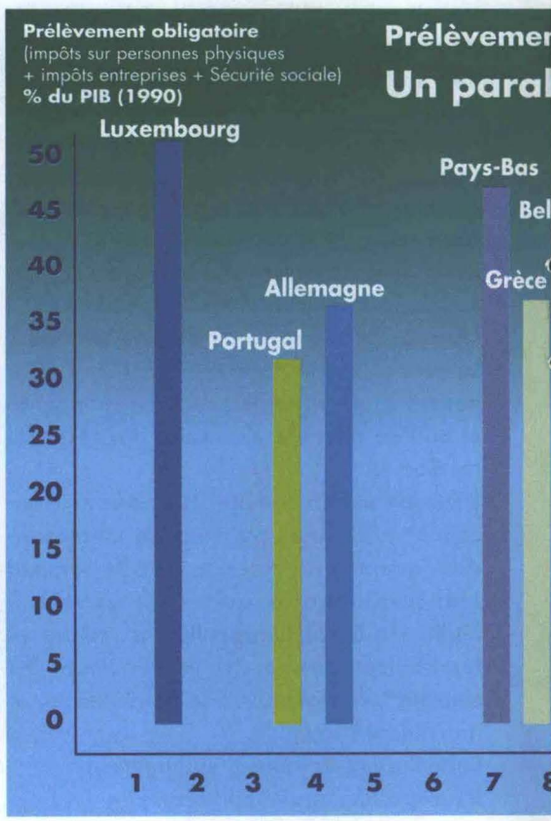
La France se

En matière de protection sociale, et contrairement à ce qu'ils croient, les Français auraient beaucoup à apprendre des autres pays européens. Jean-Pierre Davant, président de la Fédération nationale de la Mutualité française, dresse un bilan sans complaisance du retard de la France en la matière.

Le système français de soins est-il performant par rapport à ceux des autres pays européens ?

Jean-Pierre Davant : Dans le domaine de l'assurance-maladie, les mesures prises par Simone Veil ont aggravé une situation qui plaçait déjà la France en mauvaise position par rapport aux autres pays européens. C'est le pays qui rembourse le plus mal les dépenses de soins et qui voit, par contre, augmenter sans cesse ses prélèvements sociaux. L'Espagne rembourse les soins médicaux à 90 %, la France à 71 %.

Sur le plan de la santé, tous les pays ont fait évoluer leurs systèmes de soins et d'assurance-maladie, sauf la France. En termes de santé publique,



L E

laisse devancer

chez nous les résultats sont plutôt médiocres. Voyez les affaires concernant les prothèses de la hanche, du genou, qui éclatent jour après jour. Nous avons plus de centres de chirurgie cardiaque que les USA, plus de centres de transplantation d'organes que tout le reste de l'Europe. En revanche, nous manquons de personnel infirmier dans les services de médecine et de chirurgie courante, mais nous allons bientôt avoir davantage de spécialistes que de généralistes.

Il est vain de demander aux Français de payer un centime de plus, que ce soit par le biais de cotisations ou celui de l'impôt, pour l'injecter dans le système de soins : nous lui consacrons déjà beaucoup trop d'argent. Il est très mal utilisé et gaspillé.

Cette situation n'est pas uniquement le fait du gouvernement en place. Il a augmenté les cotisations et diminué les remboursements, mais aucune réforme de fond n'est venue modifier les grandes tendances qui, aujourd'hui, affectent notre système de protection sociale. A un an de la présidentielle, on ne voit aucune volonté réelle de changer en profondeur notre système.

Que préconise la Mutualité ?

J.-P. D. : Nous sommes dans une situation figée depuis l'après-guerre. Il faut une remise en ordre complète, instaurer un système cohérent en procédant avec pragmatisme, en convaincant, et non en imposant aux personnels médicaux des règles technocratiques. Tout le monde en parle mais chacun essaie de régler le problème morceau par morceau. Non seulement on ne règlera rien ainsi, mais on va créer des abcès de fixation. Avant toute chose, il faut tenir compte des besoins de la population, c'est-à-dire de l'intérêt général. D'un mot, il faut éviter que demain on ait une médecine à deux vitesses : nous en prenons le chemin.

Nous proposons de redonner au médecin généraliste son rôle de médecin de famille. Est-il normal qu'on puisse voir quatre ou cinq spécialistes différents dans la même journée alors que l'on n'a pas consulté de médecin généraliste ? Le fait qu'il n'y ait plus une entrée -qui serve de point fixe- dans le système de soins, ne pose pas un problème seulement économique. Que devient la sécurité des malades quand il n'y a pas de filière de soins cohérente ? Il faut impliquer davantage les généralistes, définir correctement les places des spécialistes dans le dispositif de santé.

Il faut, aussi, planifier une politique hospitalière qui ne soit pas le fruit des pressions des notables politiques. Aujourd'hui, le problème ne se pose pas comme M. Balladur l'expose, en termes de suppressions de lits. Le lit n'a plus aucune signification. Il faut définir le rôle d'un hôpital général, celui d'un hôpital hautement qualifié, voir comment répartir au niveau de la région l'ensemble de ces filières en fonction des besoins. On ne peut pas faire toute la chirurgie dans tous les hôpitaux généraux parce qu'on la fera mal. On a, en France, des maternités qui font moins de trois cents accouchements par an : elles sont dangereuses, il faut le dire.

Mais, chez nous, les problèmes de santé ont toujours été politisés. Ils ont tourné autour de la liberté de choix du médecin, de la liberté de prescrire, etc., et cela a abouti à bloquer une évolution souhaitable. Et nous n'avons aucun moyen de connaître les besoins, d'évaluer les pratiques et les techniques médicales. Il est plus difficile de mettre un pot de yaourt sur le marché de l'alimentation que de lancer un quelconque appareillage médical sur le "marché de la médecine". Que l'on retire ensuite parce qu'on n'a pas fait les vérifications nécessaires. Comme pour les aéroports, il faudrait mettre en place une tour de contrôle de la santé. On ne peut pas gérer la santé d'une population au gré des aléas de la vie politique, il faut des points fixes. Si cette tour de contrôle de la santé, indépendante, avait recensé les données internationales, adressé aux pouvoirs publics un rapport, on aurait peut-être pu éviter le drame du sang contaminé.

Protection sociale 1991

	Soins médicaux Taux de rembou.	Hospitalisations Taux de rembou.
Allemagne	92	98
Belgique	86	68
Danemark	85	100
Espagne	90	100
France	74,5	91,9
Grèce	85	90
Irlande	90	95
Italie	75	85
Luxembourg	91	90
Pays-Bas	71	78
Portugal	nd	100
Royaume-Uni	93	99
Autriche	84	90
Finlande	82	82
Norvège	90	100
Suède	94	98

Source : programme ECO Santé OCDE du CREDES

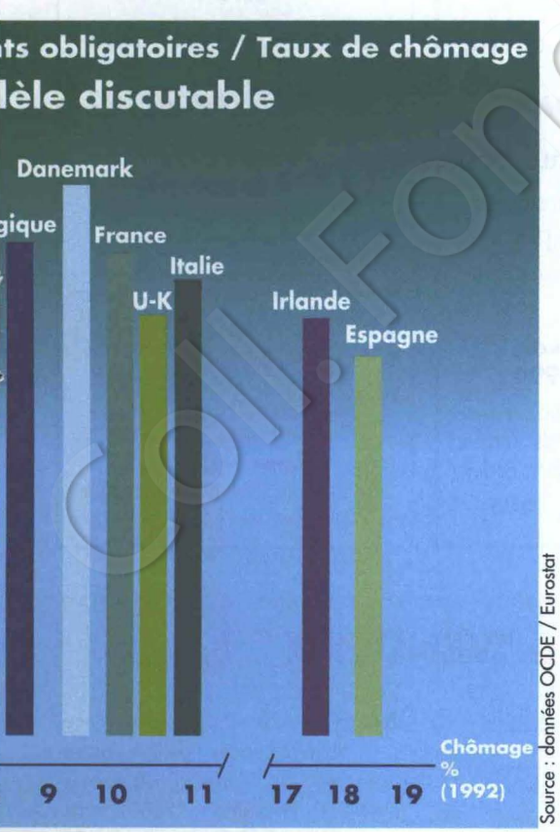
Après avoir commencé à transférer une partie des cotisations familiales des employeurs, le gouvernement veut faire de même avec les cotisations d'assurance-maladie. Il souhaite également que le Parlement se saisisse régulièrement de ces questions. Qu'en pensez-vous ?

J.-P. D. : Là encore, le gouvernement propose des solutions de bricolage, il ne règle rien. Notre système d'assurance-maladie est grandement déficitaire parce qu'on ne maîtrise pas les dépenses, mais aussi parce que son mode de financement ne correspond plus à la situation économique et sociale du pays : avec trois millions de chômeurs, comment voulez-vous financer un système avec des cotisations assises sur les salaires ?

Le fait que le Parlement ait son mot à dire ne me choque pas. La Sécurité sociale est la plus formidable entreprise de redistribution des richesses en France : les élus de la nation ne peuvent pas s'en désintéresser, il est aberrant de soutenir le contraire. Le tout est d'établir un équilibre entre le rôle du Parlement -qui aujourd'hui n'en a aucun car le gouvernement procède par décret- et la rénovation de la démocratie sociale : pour gérer la sécurité sociale, il faudrait mettre en place un parlement social où seraient représentés les corps intermédiaires de la nation avec des représentants élus.

Il me semble tout à fait indispensable de doter notre pays d'un système de couverture-santé moderne ouvrant les mêmes droits à l'ensemble de la population. Un système maladie identique pour tous est la seule solution pour mettre fin aux exclusions et aux inégalités que génère l'organisation actuelle du système d'assurance-maladie.

Propos recueillis par Monique Grima



Source : données OCDE / Eurostat

coll. Fondation Jean Jaurès

ANNONCES

EMPLOI

JF 25 ans, licence Anglais / Espagnol, diplôme cadre comm., exp. export. Cherche poste comm. international ou traductions. Niveau études Bac + 4. (16) 70 90 30 16

JH 29 ans. Maîtrise Droit et Sc.Po. Paris, 3 ans exp. prof. chargé d'études, ch. poste dir. cab., att. parlementaire, chargé mission éco. comm. (1) 45 77 55 23 (rép.)

Prof. réalise ts travaux de frappe et de m. en page (mém., thèse, broch., doc.). Travail soigné, impression laser. (1) 60 08 56 33

JF, secrétaire rédac. exp., ch. travaux correction, révision, rewriting. Mac. Soin et ponctualité. (1) 42 05 86 33 av. 10 h / ap. 20 h.

FORMATION

Stage de mise en page PAO sur Macintosh grand écran. X.Press, Illustrator, etc. 1 semaine à Paris en juillet. Contact : (1) 42 52 80 05

IMMOBILIER

Je vends

Nous partons au Chili. A vendre, au Bourget, pavillon construction récente, sur 270 m2, secteur résidentiel. 800 m RER B. 120 m2 habitable, 80 m2 de cave et garage. 1.350.000 F. (1) 48 37 23 72

Avignon intra-muros, place Pie, bel appart. ensoleillé 110 m2, cuis. équipée, 2ème étage, bel immeuble ancien, tt confort. 900.000 F (1) 45 78 82 36

VACANCES

Cap d'Agde (34). Loue, à la semaine, studio meublé dans résidence 3 étoiles. Solarium, piscines (adultes, enfants), emplacement de premier ordre. 1.800 F (juin), 2.500 F (juillet), 3.200 F (août). (1) 42 09 71 45

Côte Landes Nature. 10 mn de l'Océan et du lac de Léon. 100 empl. sous les pins. Mobil-homes. Camping Municipal Le Grandjean ***. 40260 Linxe. (16) 58 42 90 00

Cantal. Eté, hiver. Maison tt confort, de 4 à 18 pers. A 5 h de Paris, A75. De 1.000 à 3.000 F / semaine. Prix aménagés pour groupes. VTT, ski, canoë, pêche. (16) 71 20 11 77

Honfleur, 500 m centre. Appart. F2, tt confort, rez-de-chaussée. Rés. calme, parking. Entre 1.500 et 2.000 F par semaine selon saison. Week-end : 250 F par jour hors saison. (16) 31 89 16 99 (ap. 18h)

Golfe de St-Tropez, centre Ste-Maxime. Plage de sable fin à 50 m. Studios confortables, 2/3 personnes. Semaine, quinzaine, mois. (16) 94 49 07 95 / (1) 42 22 08 63

Espagne, bord de mer, 38 km Malaga. Maison 4/5 pers. Quinzaine, mois, de juin à septembre. (16) 58 71 12 08

Crète Grèce Plaka Almerida. Loue appartement 2/4 personnes. Chambre, séjour, kitch., douche. Vue superbe sur mer. Juillet / août : 1.500 F. Juin / sept. : 1.300 F. Charters Héraklion ou Olympic Hania. (16) 39 52 74 46

Randonnez au soleil des Hautes-Alpes. Au cœur du Parc régional du Queyras, un gîte d'étape et un hôtel **, sauna, tennis gratuits. La Maison de Gaudissard (centre ANCEF) 05350 Molines-en-Queyras. (16) 92 45 83 29

Finistère. Loue maisons 10 à 12 pers. Calme, confort, cheminée. Mer à 12 km. Semaine, quinzaine, mois. (16) 98 69 99 07

Portugal, 50 km Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique. Bord de mer. (16) 53 40 92 01

Font-Romeu (PO). Studio cabine neuf, 5 places, terrasse 14 m2, garage, plein sud face chaîne Pyrénées. 45 mn du Pas de la Cases Andorre. 1.400 F. (16) 67 65 08 45

Votre petite annonce dans "Vendredi". 120 F le passage, 200 F les 2.

Pyrénées (65). A louer caravane hiver-été, équipée 4/5 pl. + auvent et table ds camping 4 étoiles (Saint-Lary) tennis, piscine, sauna, plats régionaux. (16) 57 88 41 67

84 Pied du Lubéron. Loue villa avec piscine, tout confort, 4/6 pers. 15-29/07 ou 12-29/08. (16) 90 78 20 40 (ap. 18 h)

44 Saint-Brévin 8 km. Loue meublé maximum 5 personnes. Libre 1ère quinzaine août (30/07 au 13/08). 2.200 F tout compris. (16) 40 27 52 03

Plogonnec (29 Sud) 12 km Quimper 15 km baie de Douarnenez. Loue maison 6/7 personnes du 1/06 au 16/07 et du 27/08 au 30/09. (16) 98 91 72 75 (heures repas)

AUTOS MOTOS

Cherche Vespa 50, bon état, prix raisonnable. Chrystelle : 44.18.05.68

Vends R19 prima diesel, 1992, 125.000 km. Excellent état. Prix : 35.000 F. 60 08 56 33.

Vendredi

30%

DE RÉDUCTION

1 AN 280 F

Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi.

VOS COORDONNÉES :

.....

.....

.....

.....

.....

Vous réglerez plus tard, à réception de facture.

VILLE DE PONTAULT COMBAULT

Seine-et-Marne

30.000 habitants

à 25 mn de la gare de l'Est

recrute

Un responsable du service achats

Les candidatures sont à adresser à Monsieur le Maire Service du Personnel 107, avenue de la République 77347 Pontault-Combault cedex

avant le 15 juin 1994.

Ville de Brie-Comte-Robert

Seine-et-Marne

12.000 habitants

recrute

par voie de mutation ou inscription sur liste d'aptitude

Rédacteur

Option animation

pour assurer la direction du Centre de loisirs primaire.

- Rémunération statutaire
- 13e mois

Poste à pourvoir le 1er août 1994

Adresser lettre de candidature à M. le Maire - 2, rue de Verdun 77255 Brie-Comte-Robert cedex

avant le 13 juin 1994.

SYNDICAT D'AGGLOMÉRATION NOUVELLE

MARNE LA VALLEE VAL MAUBUEE

CHAMPS SUR MARNE / CROISSY-BEAUBOURG / EMERAINVILLE / LOGNES / NOISIEL / TORCY

(83.500 habitants)

recrute

pour le Cabinet du Président

un(e) Attaché(e) de Presse

Profil :

- diplôme d'études supérieures (Bac + 2),
- expérience collectivité territoriale,
- capacité de travail en équipe,
- disponibilité,
- sens du service public.

Candidatures à envoyer à : Daniel Vachez, Président du SAN du Val Maubuée 77207 Marne la Vallée cedex 1.

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

NOS TARIFS 94 :
le module : 2.000 F HT
1/12e de page : 3.500 F HT
1/8e de page : 5.000 F HT
1/6e de page : 6.000 F HT
1/4 de page : 10.000 F HT

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à : "Vendredi" Annonces 10 rue Solferino, 75007 Paris
Tél.: (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

L'Europe face aux démons des nationalismes

Les tendances au séparatisme ou au nationalisme affectent l'Europe de l'Est sans épargner l'Europe de l'Ouest, l'ex-Yougoslavie mais aussi l'Italie. Le modèle de la construction européenne, fondée sur les valeurs de démocratie et de paix, est-il menacé ? Michel Wieviorka fait un tableau de la poussée raciste et xénophobe sur notre continent, Danilo Martuccelli analyse la préoccupante situation italienne, Gilles Martinet rappelle la force de l'union contre celle des nationalismes.

Comment analysez-vous la montée en Europe de thèses nationalistes, racistes, xénophobes ?

Michel Wieviorka* : Dans un passé pas très lointain, dans un certain nombre de pays du monde occidental, les idées de nation, de société, d'Etat, de peuple s'intégraient relativement bien. Un sociologue comme Marcel Mauss employait des termes pratiquement identiques quand il parlait de la France ou de la société. La nation était le cadre symbolique, culturel, à l'intérieur duquel se faisait la vie économique, culturelle, sociale. Depuis une vingtaine d'années, ces ensembles que l'on peut appeler des sociétés nationales se sont déstructurés. La vie économique se joue à une échelle planétaire, la culture s'internationalise, les nations cessent d'être le cadre essentiel. L'idée de nation recouvre aujourd'hui un nationalisme souvent crispé, xénophobe, raciste, qui en appelle à l'homogène.



Vous parlez d'un modèle d'intégration européenne. Pourriez-vous définir ce qui rassemble les pays de l'Union européenne ?

La distance entre l'Etat français, centralisateur, et l'Etat italien, toujours au bord de la crise, est considérable. L'idée de nation est différente au point qu'on a parfois opposé nation à la française et nation à l'allemande : en France, on respectait le droit du sol quand en Allemagne on pense en termes de droit du sang. Mais il n'empêche que tous les grands pays d'Europe reposaient sur une formule dont les trois composantes principales étaient : la société industrielle avec son opposition centrale entre mouvement ouvrier et propriétaires du capital, un Etat-providence avec une volonté d'assurance, d'assistance, d'égalité, et une idée de la nation qui se couplait avec la modernisation, la démocratie. Partout en Europe ces formules se déstructurent.

Quelles sont les causes de cette décomposition ?

Avant tout, la globalisation de l'économie. Elle affecte les pays européens mais aussi les Etats-Unis. Le beau livre de Robert Reich[1], l'actuel ministre du travail de Clinton, montre comment le pacte tacite qui associait l'Etat, la société et la nation, dans les années 40 et 50, a été défait par cette globalisation. Cette mondialisation s'accompagne, pour des pays comme la France, du sentiment que la culture française est dominée par une culture américaine cosmopolite.

Vous avez mené des enquêtes dans les différents pays européens pour savoir qui l'emportait dans l'appréhension du racisme, des spécificités ou des similitudes. Quelles sont vos conclusions ?

Au départ, on a le sentiment que c'est la même chose partout. Les chercheurs avec lesquels j'avais déjà travaillé sur l'expérience française et qui ont poursuivi ces recherches en Angleterre, Belgique, Allemagne, Italie, apportent la démonstration que ce racisme est différent dans ces expressions[2]. En Angleterre, il y a énormément de violences de base, de gros problèmes de discrimination dans l'emploi, dans le logement, mais racisme et xénophobie ne se sont pas installés au niveau politique. En France, il y a peu de violences racistes de base, la discrimination existe -nous savons tous très bien qu'il vaut mieux s'appeler Dupont qu'Abdelmalek pour trouver un emploi ou un logement- mais elle n'est pas vécue comme aussi aiguë qu'en Grande-Bretagne. En revanche, la France a un parti national-populiste, le Front national, dont les scores électoraux sont parfois considérables et qui, à la fois, capitalise et informe le racisme politique. L'Allemagne cumule les deux, il y a de la violence, de la discrimination, de la ségrégation et du passage au politique avec des partis d'extrême droite. Pourtant, il y a une unité dans le fait que ce sont les mêmes sources, la même logique d'ensemble qui produisent ces formes différentes : la disjonction de la nation et de la société, la perte par nos sociétés de la capacité à faire marcher ensemble le social, le politique et le culturel. Le racisme, le nationalisme sont avant tout la réponse à cet éclatement. ▶

© Fondation Jean Jaurès

Peut-on comparer le nationalisme, le racisme, la xénophobie en Europe de l'Ouest avec ses manifestations à l'Est ?

Il y a énormément de ressemblances. Ces sociétés, qui vivaient sous des régimes totalitaires, ont subi non pas une intégration du social, du politique et du culturel, mais une fusion prise en charge par le parti-Etat. Au moment où le parti-Etat se déstructure, où s'opère la différenciation des différents registres, où la vie économique s'autonomise, apparaissent des entrepreneurs, les anciennes nomenklatures se reconvertissent, deviennent beaucoup plus autonomes par rapport à l'Etat, des courants nationalistes s'affichent. Ces sociétés vivent un peu le même processus que le nôtre, à savoir la séparation de ce qui était auparavant totalement rassemblé, et la réponse à cette articulation se traduit par la montée du racisme ou de l'antisémitisme. On le voit peut-être moins en Russie que dans des pays plus périphériques par rapport à l'ex-empire soviétique, où la question tzigane devient immense et où celle des minorités prend une acuité considérable. Il suffit d'aller en Bulgarie ou en Roumanie pour voir à quel point elle est aiguë.

La vie économique se joue à une échelle planétaire, les nations cessent d'être le cadre essentiel. L'idée de nation recouvre aujourd'hui un nationalisme souvent crispé, xénophobe, raciste, qui en appelle à l'homogène.

Nous avions espéré et espérons encore, c'est là tout l'enjeu de la construction européenne, que ce modèle d'intégration européenne ferait tache d'huile à l'Est. Ne peut-on craindre que les tensions avec la Grèce, les récents événements électoraux en Italie ne fassent se déplacer la contagion de l'Est vers l'Ouest ?

J'étais en Hongrie récemment où j'ai rencontré Jânos Kis, l'un des leaders de la contestation passée et de l'action politique actuelle, qui se disait très inquiet de la situation politique en Italie : voir ressurgir des demandes d'ordre territorial inquiète ceux qui ont le souci de la stabilité géopolitique de cette partie du monde. Mais il faut savoir que plus l'Europe se fera, et je souhaite qu'elle se fasse, plus sa construction entraînera des crispations de type nationaliste. Plus ceux qu'elle menace ou inquiète se raidiront dans un différentialisme culturel qui sera un appel à la nation dans ce qu'elle a de plus réactionnaire. Non seulement les nations se crispent mais cela ne se fait pas dans un monde totalement stabilisé au point de vue géopolitique : qui nous dit que la Belgique et l'Italie existeront encore dans vingt ans, que la Catalogne ou le Pays Basque resteront encore en Espagne, que la Grande-Bretagne continuera à exister sous cette forme ? Nous pouvons connaître d'importants changements géopolitiques, y compris là où l'on croyait avoir atteint une grande stabilité, ce qui montre au passage que l'idée de "la fin de l'Histoire" est cocasse.



Propos recueillis
par Bernard Chaouat

(1) "L'Economie mondialisée", traduction française : Daniel Temam, Editions Dunod, 1993, 336 p., 149 F.

(2) Racisme et xénophobie en Europe, Philippe Bataille, Kristin Couper, Danilo Martucelli, Angelina Veralva sous la direction de Michel Wieviorka. La Découverte, 308 p., 145 F.

*Sociologue.

L'Italie face

Danilo Martucelli*

Mardi 10 mai 1994, les Italiens assistaient à la naissance du premier gouvernement de la 2e République. Le pays est confronté à une coalition de quatre formations politiques dont trois font irruption, pour la première fois, au sein d'un gouvernement, mais certains des hommes nommés à la tête du "para-Etat" italien, nuancent sensiblement, aux yeux des Italiens, le caractère novateur du régime. L'événement pourrait bien s'ajouter aux trois autres grandes ruptures historiques connues par l'Etat italien : celle ayant donné naissance à l'Etat unitaire libéral, le passage au régime fasciste, l'instauration du régime démocratico-républicain à la fin de la seconde guerre mondiale.

L'arrivée au pouvoir de cette coalition est le résultat d'un double processus. L'un conjoncturel, l'autre plus profond, voire structurel. Les raisons conjoncturelles de l'effondrement de l'ancien régime sont bien connues : corruption, ras-le-bol des Italiens face aux exactions de la maffia, méfiance d'une société civile de plus en plus erratique. Ajoutons qu'avec l'effondrement du bloc soviétique l'ancien régime perdait une de ses raisons d'être, et non la moindre. En effet, une partie de l'opinion publique acceptait ses méfaits comme prix à payer pour s'assurer de la présence de l'Italie dans le camp occidental. Le "péril rouge" disparaissant, la facture est apparue très élevée.

Mais c'est sur les raisons structurelles de ce processus qu'il faut s'attarder. Il ne suffit pas de dire que la vague triomphante en Italie n'est que l'expression du courant populiste s'étendant sur la planète, celui-ci n'étant qu'une pathologie récurrente de la représentation démocratique. En réalité, c'est à l'ébranlement du politique lui-même qu'on assiste dans l'Italie contemporaine. Entendons-nous bien : le politique, l'articulation du social et de sa représentation, sont mis à mal.

Pour deux raisons qui sont de taille. Parce que le mécanisme traditionnel de relais entre la société civile et le système politique ne peut plus concurrencer le mode de représentation, "visuelle et charnelle", des médias. L'émotion volatile des plateaux de télévision remplace, pour beaucoup, les solidarités intemporelles de la conscience de classe. Parce que -et c'est la raison principale- il y a de moins en moins d'acteurs sociaux clairement définis, ayant des intérêts stables et des identités socio-culturelles susceptibles d'être durablement représentées.

L'interrogation majeure est de savoir quel est le véritable état de déstabilisation des deux grandes sous-cultures politiques italiennes, la "rose" et la "blanche". Bref, de savoir si la

à la dérive droitière



Le gouvernement Berlusconi et le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro.

fracture "horizontale" du système politique italien (l'axe gauche-droite) sera, comme l'avancent certains de manière hâtive, déplacée vers une fracture "verticale" entre un appel nationaliste et de "revivals" ethno-linguistiques, sous forme parfois d'affirmation de communautés locales.

Le gouvernement Berlusconi est un compromis difficile et instable navigant entre les promesses d'une politique économique libérale, d'un mouvement politique régionalo-séparatiste, et d'un parti farouchement nationaliste. Tous les trois "jeunes" et, pour beaucoup, en quête de stabilisation de leur électorat. Les désaccords sont alors de taille. Pour Forza Italia il y a trop d'Etat-entrepreneur, pour le Lega il y a trop d'Etat-centralisateur, pour l'Alleanza nazionale il s'agit, à l'inverse, de renforcer le rôle de l'Etat en tant que régulateur de la vie sociale et économique. Les "écarts" sont comblés par le vide identitaire propre au pôle libéral. Celui-ci, en fait, est susceptible de s'adapter aux deux dérives identitaires, la localiste ou la nationaliste, tant il est identifié à un projet de modernisation économique tenant peu compte des identités culturelles. Pour Silvio Berlusconi, ni la raison ni la nation ne sauront être à la base du développement économique : celui-ci ne serait le résultat que de l'initiative individuelle, peut-être même des "aventuriers" économiques.

Mais qu'est-ce qui réunit ces trois forces ? Outre l'intérêt immédiat de participer au gouvernement, toutes les trois sont apparentées au recours démagogique au "péril rouge". Surtout Silvio Berlusconi. Au fond, rien de nouveau (au delà de quelques bizarreries médiatiques) dans la manière dont ce dernier a mené sa campagne politique. Au moment même où la chape d'acier idéologique ayant empêché l'alternance politique en Italie disparaissait, et où le PDS devenait, à l'issue des élections de novembre 1993, le seul parti garant de l'unité nationale, il s'est empressé d'attiser les peurs de certains secteurs sociaux, remettant ainsi sur pied l'ancien modèle de "légitimité" du système politique italien. Celui du barrage de la gauche.

Les risques sont importants. Pendant des décennies, les Italiens ont vécu avec un système politique bloqué et corrompu, avec un faible sentiment d'identité nationale (bien que celui-ci n'ait cessé de croître jusqu'à très récemment) mais disposant d'une société civile dynamique et structurée. Désormais, la déstabilisation du système politique touche, non sans paradoxe, la société civile elle-même : les anciens partis politiques emportent avec eux, dans leur disparition, tout un mode de gestion du social et des identités politiques.

Dans l'immédiat, le gouvernement sera jugé à sa capacité d'honorer ses promesses électorales de créer un million d'emplois et de mener à terme, et vite, une véritable réforme fiscale axée sur trois diminutions simultanées (celle des impôts directs, du déficit, et de la dette publique). Ou encore dans son attitude face à la lutte contre la corruption ou la maffia. Et bien sûr, bien que de manière plus épisodique, sur la manière dont Berlusconi parviendra à assurer la déconnexion entre ses affaires personnelles et les affaires du gouvernement, en évitant la dérive vers un Etat patrimonialiste.

La déstabilisation du système politique touche la société civile elle-même : les anciens partis politiques emportent avec eux, dans leur disparition, tout un monde de gestion du social et des identités politiques.

Et pourtant, le véritable défi du gouvernement Berlusconi est dans sa capacité à rétablir un lien organique entre la société civile et le système politique. La 2e République naît à un moment de profonde confusion. Le politique "flotte" par rapport au social, c'est-à-dire que dans la dissolution des acteurs sociaux et des sous-cultures politiques, il peut se lester de beaucoup de nouvelles significations. Dans ce flou, politique et social, le risque est alors grand d'assister à un "retour" de l'histoire, surtout des ▶

© Photo Jean Jaurès

anciennes identités idéologiques, comme un moyen, non négligeable, de donner un cadre d'intelligibilité aux événements actuels. Berlusconi, le premier, s'est empressé de le faire. A la gauche de savoir allier l'exigence critique (et les craintes, parfois bien fondées, d'une dérive droitière) avec sa tâche de recomposition de la société civile.

Oui, c'est la seule certitude qui émerge des dernières élections, à savoir que le travail de réorganisation de la scène sociale italienne est désormais bien départagé. La recomposition par le haut est, et le sera pour un certain temps, le monopole des forces de droite. La recomposition par le bas, plus longue mais aussi plus solide, sera la tâche principale de la gauche. Et face à l'éclatement virtuel de l'Italie au sein d'un gouvernement alliant contre nature une vision cosmopolite, nationale et localiste, la gauche devra renouer avec le projet d'un Etat démocratique et soucieux des solidarités sociales et nationales. Les transformations qu'elle a su assumer dans le passé peuvent inciter à l'espoir. Mais une chose est certaine, le système politique italien ne doit pas s'écarteler entre le social et le national. A terme, il n'y aura pas d'Italie unie, de nation, sans un Etat social.

** Chargé de recherches au CNRS-CADIS.*

LIVRE

Les nationalismes, acteurs du déclin

On se plaint que cette campagne des européennes, contrairement à celle du référendum sur Maastricht, n'aie pas produit beaucoup de livres sur l'Europe. Mais, à défaut de la quantité, nous avons la qualité si l'on se réfère au dernier ouvrage de Gilles Martinet. En centrant son étude sur "Le réveil des nationalismes français" (1), l'ancien ambassadeur de France en Italie nous parle bien de l'Europe, comme en témoigne le titre de ses deux derniers chapitres. Car Gilles Martinet nous démontre que ces nationalismes qui ont quelques siècles d'histoire constituent, au plein sens du terme, une réaction à ces trois phénomènes perturbants que sont la mondialisation, les changements de donne internationaux et l'Europe.

Si les premiers chapitres où Martinet fait défiler près de deux siècles d'histoire ne sont pas une nouveauté pour le lecteur familier de ces phénomènes, il n'en constituent pas moins une synthèse historique claire indispensable à l'interprétation que donne l'auteur de la réalité d'aujourd'hui. Après "l'effacement du nationalisme républicain" dont Martinet fixe les dates entre 1815 et 1940, apparaissent ou réapparaissent ces deux formes du nationalisme qui seront incarnées par de Gaulle et Pétain. Sous des formes probablement abâtardies, l'auteur voit leur postérité dans un "néo-nationalisme gaullien" que représenteraient, aux deux pôles de l'échiquier politique, Jean-Pierre Chevènement et Philippe de Villiers, mais aussi Philippe Séguin, et un "nationalisme identitaire" dont Jean-Marie Le Pen est le leader. Mais si le premier doit presque tout à son fondateur, le second plonge ses racines bien plus loin que le régime de Vichy ; un siècle, nous dit Martinet en nous rappelant sa cristallisation au moment de l'affaire Dreyfus.

Gilles Martinet souligne avec pertinence les contradictions de ces nationalismes, surtout le premier, dans le monde d'aujourd'hui. Visiblement agacé par le concept "d'exception française" que brandissent en toutes occasion nos "néos", il rappelle que l'Europe constitue une réponse à la mondialisation de l'économie marquée par le renforcement ou l'apparition d'anciennes ou de nouvelles puissances économiques. Comment, alors que "les réponses qu'ils (ces néo-nationalistes) cherchent à leur donner impliquent l'existence d'une communauté européenne encore beaucoup plus solidaire et organisée que les traités existants", peuvent-ils pousser des hauts cris dès lors que l'on envisage des limites de souveraineté ? L'exemple de la monnaie l'illustre : "La force que donnerait aux Européens l'existence d'une monnaie unique leur permettrait de discuter de l'établissement d'un nouveau système monétaire mondial. Mais, justement, c'est de cette monnaie unique que nos nationalistes ne veulent entendre parler à aucun prix."

Au passage, Martinet nous donne sa propre conception de l'Europe qui devrait, à terme, inclure les pays d'Europe centrale et de l'Est, mais pas la Russie, ex-grande puissance appelée à le redevenir : l'Europe de l'Atlantique à l'Oural lui apparaît comme un mythe. On peut se demander s'il n'y a pas chez nos néo-nationalistes une nostalgie de la grandeur française, du temps où la France était encore une grande puissance économique et militaire, qui, pour Gilles Martinet, ne peut se réaliser que dans la construction européenne. "Si l'Union européenne échouait, si nos nationalistes l'emportaient, nous entrerions dans une phase de longue décadence, vivant, comme de petits rentiers, sur un capital de souvenirs qui se dévalueraient au long des années. Nous n'aurions même plus un de Gaulle pour faire retentir les trompettes de la gloire. Il manquerait à notre jeunesse cette grande ambition qui redonne à une nation confiance en elle-même. Jadis, le nationalisme prétendait incarner le refus du déclin. Il en est devenu aujourd'hui l'un des principaux acteurs", conclut-il.

B. C.

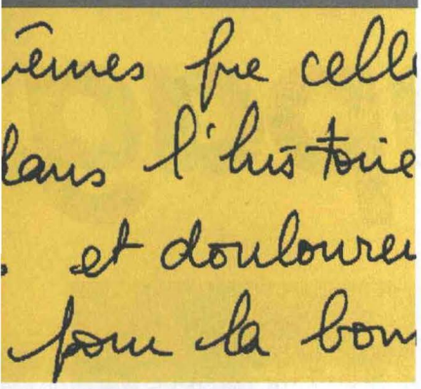
(1) Le Seuil, Essai politique, 144 p., 79 F.

HISTOIRE

Enrico Berlinguer l'homme du tournant

Lors d'un récent journal télévisé de la RAI, Bianca, journaliste, fille d'Enrico Berlinguer, interviewe Giovanni, fils d'Aldo Moro, engagé dans un mouvement de défense des citoyens. Un moment d'émotion en repensant aux deux hommes qui avaient rêvé d'une autre histoire pour l'Italie. Aldo Moro fut enlevé puis assassiné par les Brigades Rouges au moment où il parachevait son projet d'amener les communistes dans la majorité gouvernementale, Enrico Berlinguer est mort, lui, il y a dix ans, à Padoue, pendant la campagne des européennes. Une mort en pleine action pour un homme si discret qu'on le surnommait le "sardo-muto"... Né en 1922, en Sardaigne, un parcours sans faute l'a conduit, lui, issu de la noblesse italienne, à gravir tous les échelons -à partir de son inscription au PCI au sortir du lycée- jusqu'au secrétariat du parti, en 1972. Un an après commençait la transformation du PCI avec le lancement du "compromis historique". Une réflexion courageuse sur les limites du cadre politique international à partir du coup d'Etat au Chili de 1973. Pour Berlinguer : "le vrai problème politique en Italie est d'éviter une soudure stable et organisée entre le centre et la droite dans un front cléricalo-fasciste, et d'arriver à entraîner les forces politiques et sociales qui se situent au centre sur des positions démocratiques." D'où son appel aux forces d'inspiration catholique pour une "alternative démocratique". Après trois ans de politique de "solidarité nationale", et le revers des élections de 1979, le PCI mit de côté cette politique mais sa transformation était désormais irréversible. L'homme taciturne avait osé lancer le défi à Moscou en cherchant une "troisième voie" entre social-démocratie et socialisme réel. Le "strappo" (la déchirure) n'avait pas été sans douleur. Berlinguer, qui ne voyait plus l'URSS comme un "pays au-dessus de tout soupçon" affirmait : "l'élan propulseur de la révolution d'Octobre s'est épuisé". "Nous ne cachons pas notre sympathie, mais non plus notre désaccord. Le socialisme qu'il faut construire chez nous est différent. Il y a des erreurs qu'il faut admettre car les raisons historiques ne suffisent pas à expliquer certaines limitations de la démocratie qui est une valeur en absolu." C'est ainsi que, tenace malgré son aspect fragile, Berlinguer affrontait les grands gardiens de l'idéologie du PCUS, Souslov en tête. Il y a plus de quinze ans déjà...

Salvatore Aloïse



L'Europe de la solidarité

L'Europe semble en panne. Impuissante à répondre aux défis auxquels elle est confrontée, l'Europe est devenue le bouc-émissaire de tous les échecs et de toutes les lâchetés.

Il importe, aujourd'hui, de redonner vie et crédibilité à l'idée de l'Europe, de faire prendre conscience aux Européens qu'une communauté de destin les unit, de donner une perspective politique à la construction de l'Europe.

Tout le monde parle de l'Europe politique. Mais qui la veut vraiment ?

Ceux qui doutent, ceux qui ont peur ? Ceux qui fustigent l'absence de l'Europe, son impuissance, et refusent de lui donner les moyens d'exister ? Les nostalgiques d'un nationalisme dépassé ? Les partisans d'une Europe réduite à un espace de libre-échange ?

A l'évidence non. Pour construire l'Europe politique, il faut de la volonté, un projet, une dynamique. Je crois à la dynamique de la solidarité. Faire le choix de la solidarité, c'est affirmer la primauté de l'espoir sur le doute, de la volonté sur la résignation, de la lutte contre l'exclusion sur la résignation au chômage, des droits de l'homme sur l'intolérance et la barbarie.

Dès lors, comment ne pas placer la Bosnie au cœur du débat sur la solidarité en Europe ? Une solidarité qui ne s'arrête pas aux frontières de l'Union.

Comment ne pas être révolté par l'impuissance de la communauté internationale ?

Comment ne pas se sentir humilié par l'arrogance des Serbes ?

Faut-il pour autant demander des comptes à l'un des rares pays, la France, qui a payé du sang de ses soldats le prix de son engagement sur le terrain ?

Faut-il pour autant envisager le retrait de nos troupes et demander la levée de l'embargo sur les armes ?

Aurons-nous meilleure conscience après cela ?

L'Europe à laquelle je crois, celle de la solidarité, ne peut se réfugier dans la fuite. L'Europe à laquelle je crois, celle de la solidarité, doit exporter la paix et non des armes.

En revanche, je crois à l'acharnement diplomatique. Un acharnement diplomatique fondé sur une fermeté sans faille pour exiger aujourd'hui le respect, par la force si nécessaire, des résolutions votées par les Nations unies, pour rechercher et faire juger demain ceux qui ont commis des crimes contre l'humanité.

On ne mobilisera pas les peuples d'Europe pour la défense de règlements communautaires ou la parité des monnaies.

Pour faire l'Europe, il faut un grand dessein, une dynamique puissante, une ambition à la mesure d'un continent.

La nécessaire réforme des institutions, l'élargissement de l'union doivent s'inscrire dans une perspective, dans une dynamique, celle de la solidarité :

- à l'intérieur de l'union en construisant l'Europe sociale,

- à l'Est, à l'égard de pays qui nous rejoindront un jour parce qu'ils partagent notre histoire et notre culture,

- à l'égard du Sud, parce que la misère de ces pays ne pourra continuer de co-exister avec la richesse, souvent mal employée, du Nord.

On ne construira pas l'Europe sur le doute, sur l'égoïsme, sur la peur.

L'Europe à construire sera celle de la solidarité. ■

Jacques Vuillemin
(25) Besançon

Nous voulons une Europe socialiste

Y aura-t-il du travail pour tous -et au moins de la dignité pour tous- dans l'Europe de demain ?

Plus nombreux chaque jour sont ceux qui comprennent que la crise dont nous souffrons -du moins pour le travail sinon pour le profit- n'est pas conjoncturelle ; que la "reprise" qui s'annonce n'aura pour effet que d'atténuer momentanément la progression du chômage si la société reste ce qu'elle est.

La preuve en est que dans les partis conservateurs eux-mêmes s'élèvent des voix pour dire -sans autre précision- qu'il faut "une autre société" d'aucuns ajoutant que "le chômage c'est la faute de l'Europe passive" qu'on ne peut lutter à armes égales avec des pays sans protection sociale, où les salaires sont misérables, où les enfants travaillent ; que l'actuelle liberté des échanges avec ces pays "appauvrit les pauvres des pays riches pour enrichir les riches des pays pauvres."

Mais de la réduction du travail, dans l'agriculture, dans l'industrie et, maintenant, dans le secteur tertiaire, qui résulte du progrès technique et de l'informatique, les conservateurs ne disent rien. C'est qu'il est probablement difficile de trouver une solution sans changer les structures mêmes de notre société.

Constatons avec satisfaction que l'Europe libérale, conçue comme un simple monde ouvert à tous, apparaît à un nombre toujours plus grand de nos concitoyens comme conduisant inéluctablement à une paupérisation croissante.

Constatons aussi que construire l'Europe apparaît comme une nécessité (les anciens ont le souvenir des guerres et, grâce aux bâtisseurs de l'Europe, voici bientôt cinquante ans que nous vivons en paix) si bien que nos réformateurs de droite parlent d'une autre Europe mais ne nous invitent que rarement à revenir à la France seule d'arrière-grand-papa. Mais à quelles forces s'allieront-ils, dans les autres nations, pour construire cette Europe nouvelle qu'ils nous promettent plus humaine, où le travail sera protégé et les acquis sociaux conservés ? Ils ne les trouveront pas, ces partis, dans la majorité conservatrice actuelle du Parlement européen qui a refusé de donner suite aux propositions de Delors pour une relance européenne.

L'Europe que veut cette majorité c'est précisément celle du marché ouvert : une Europe thatchérienne, sans volonté politique. Alors comment pourrions-nous croire qu'en s'intégrant à cette majorité ils mettront fin à l'Europe-passoire qu'ils dénoncent avec tant de vigueur, à cette Europe de la réduction des salaires, de la précarisation des emplois où, comme aux USA et en Grande-Bretagne, on assiste en même temps à une certaine réduction du chômage et à un accroissement du nombre des personnes qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté ?

Et puis quel sujet d'étonnement pour un vieux comme moi de voir surgir des rangs des conservateurs des défenseurs des acquis sociaux alors que toutes les conquêtes qu'il s'agit de préserver (congés payés, conventions collectives, réduction du temps de travail, Sécurité sociale, etc.) ont été mises en œuvre par les partis de gauche et, le plus souvent, malgré leur opposition. Non, ce n'est pas là une conversion heureuse dont nous devrions nous réjouir puisqu'en même temps les protagonistes de cette nouvelle politique affirment -ingénument- qu'ils appartiennent bien à la majorité conservatrice. Ce qui d'ailleurs permet de bien comprendre le sens de leur entreprise : au moment où de plus en plus nombreux sont ceux qui comprennent la nécessité d'une réforme profonde de la société, il faut éviter qu'ils donnent leur voix au Parti socialiste dont la raison d'être est précisément de subordonner l'économie à l'homme.

Et même si les forces conservatrices envisageaient sincèrement (nous avons vu que ce ne pouvait être le cas) une défense des acquis sociaux de l'Europe, nous ne pourrions avoir pour cette Europe le même projet qu'eux. Une Europe nantie dans un monde misérable ne nous paraît ni morale ni acceptable, ni pratiquement viable. Ce n'est pas parce que nous pensons, nous aussi, que des règles doivent être imposées à la liberté des échanges -sinon il n'y aura ni limite à la misère humaine ni même, un jour, possibilité de vie sur la planète- que nous ne nous sentons pas solidaires des autres humains et des générations futures.

C'est grâce aux gouvernements socialistes que la France a porté son aide au développement des pays pauvres, au niveau de 0,7 % de son produit national brut comme le demandait la FAO (cf "Le Monde" du 1er mars 1994 : un entretien avec Edouard Saouma, ancien directeur général de cette institution). Nous sommes fiers de cet effort dont j'aimerais que nous nous prévalions plus souvent.

Nous ne voulons ni d'une Europe libérale, ni d'une Europe "nationale-socialiste". Nous voulons une Europe socialiste pour sauvegarder et perfectionner la civilisation que nous avons construite. ■

Georges Trudelle
(94) Nogent-sur-Marne

STAGES D'ÉTÉ LA ROCHELLE

du 8 au 12 juillet 1994

Des places sont encore disponibles

1 ❒ L'emploi : un enjeu de cohésion sociale
2 ❒ La place des femmes dans la société
3 ❒ La dynamique électorale
4 ❒ Le nouvel ordre international

■ **Prix de l'inscription :**
600 F + hébergement (par ex. : studio 504 F pour 4 nuits).

■ **Bulletin d'inscription**

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

■ **Stage choisi :**
❒1 ❒2 ❒3 ❒4

Pour s'inscrire,
renvoyer le bon d'inscription,
accompagné du chèque de 600 F,
au Parti socialiste
Secrétariat national à la Formation,
10, rue de Solferino - 75007 Paris
Pour tous renseignements
45 56 78 86

COPIE POUR LA BIBLIOTHÈQUE

Dans les douze pays de l'Union européenne, les enjeux de politique intérieure dominent la campagne pour l'élection du Parlement européen. Est-ce si étonnant, en l'absence de listes établies au niveau européen ? Pour autant, en Allemagne, en Italie et en Espagne, notamment, l'Europe est présente dans le débat. Un point commun à tous ces pays : comme en France (cf p. 10) ce sont les socialistes et les sociaux-démocrates qui portent le plus haut l'idée d'une Europe forte et solidaire sur le plan économique et social, unie sur le plan politique, pour exporter sur l'ensemble du continent européen la prospérité et la paix.

La campag

ALLEMAGNE
ELARGIR VERS L'EST

En Allemagne, la campagne européenne est dominée par le débat sur l'élargissement de l'Union européenne, notamment à l'Est, qui recueille un fort soutien.

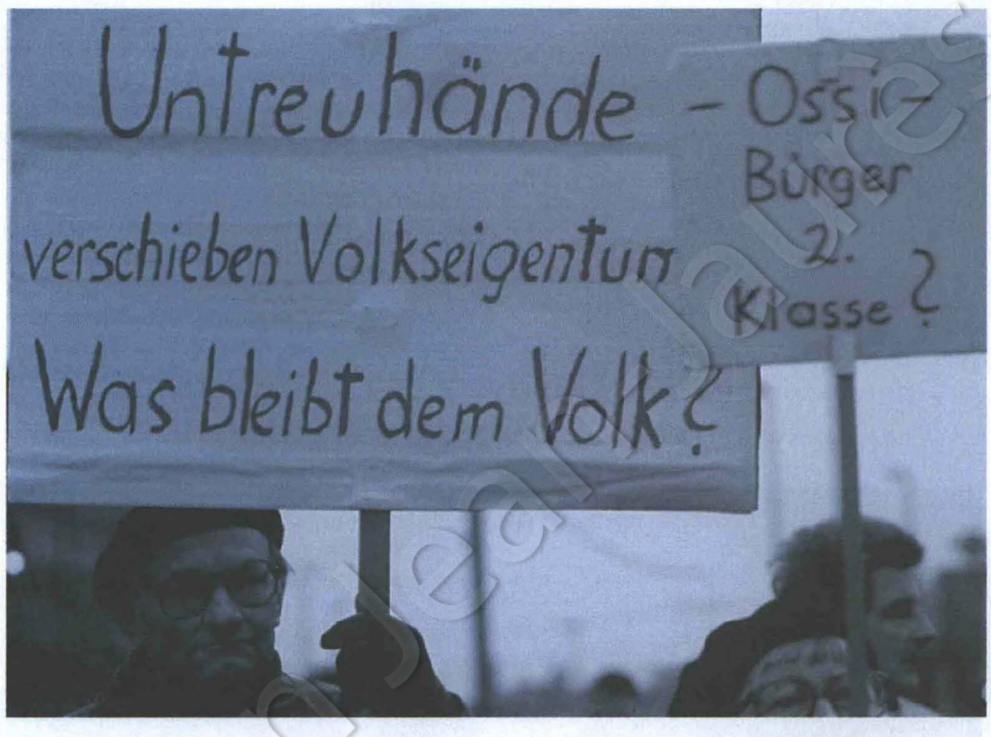
Adopté par voie parlementaire en décembre 1992, le traité de Maastricht n'en a pas moins suscité des débats en Allemagne. D'ailleurs, la ratification allemande n'est intervenue officiellement qu'au lendemain de l'arrêt du tribunal constitutionnel de Karlsruhe, le 12 octobre 1993. La Cour constitutionnelle a considéré que le traité sur l'Union politique, économique et monétaire est, contrairement aux allégations des plaignants, en accord avec les principes de la démocratie allemande. Néanmoins, tout en rappelant que le Traité lui-même fixe des limites à



Fondation Jaurès

ne en Europe

l'élargissement des compétences des instances de Bruxelles, le jugement estime "primordial que les fondements démocratiques de l'Union soient développés parallèlement au processus d'intégration et qu'une démocratie vivante soit préservée dans les Etats membres pendant le processus d'intégration". Le Tribunal constitutionnel, qui jouit d'un grand prestige en Allemagne avec un président cinquième personnage de la République, énonçait ainsi ce que beaucoup, dans la population et dans les partis politiques, ressentaient : oui, mais à une Europe démocratique, respectueuse des citoyens et de leur diversité. Au delà de ce moment d'attente du jugement de Karlsruhe, la dimension européenne ne soulève pas les passions à un moment où l'Allemagne a le regard entièrement tourné vers les élections fédérales du 16 octobre prochain, auxquelles l'ensemble des enquêtes d'opinion est d'ailleurs consacré. La dernière en date, attribuant 38 % à la CDU/CSU et 39 % au SPD, a retenu toutes les attentions.



En matière de lutte contre le chômage, le SPD soutient le "Livre Blanc" et l'idée de grands investissements publics en Europe.

Un fort soutien à l'élargissement

Même si les thèmes évoqués au cours de la campagne européenne font, autant dans la majorité que dans l'opposition, référence à la politique intérieure (emploi, sécurité, maîtrise des flux migratoires) les incidences du vote du 12 juin sur la politique nationale sont relativement faibles, pour la bonne raison que le scrutin n'engage aucune grande personnalité et encore moins les candidats à la Chancellerie. Les têtes de liste sont peu connues du grand public. C'est, par exemple, le cas de la tête de liste du SPD, Klaus Hänsch, député européen sortant, originaire de Düsseldorf. Dans son édition du 27 mai, le "Frankfurter Allgemeine Zeitung" résume bien le climat : "Ceux qui, feignant l'irritation, veulent manifester leur mécontentement, pourront sans doute le faire le 12 juin lors des élections du Parlement européen ; mais au plus tard le 16 octobre, pour les élections fédérales, ils devront réfreiner leur instinct du jeu"... car les choses deviendront réellement sérieuses ! Le vote du Parlement européen, le 4 mai dernier, de l'élargissement de l'Europe à l'Autriche, la Norvège, la Suède et la Finlande, a permis au débat européen de retrouver un certain regain d'intérêt en Allemagne. Pour qui a participé récemment à Berlin, aux côtés d'Egon Bahr, ancien ministre et surtout bâtisseur de l'Ostpolitik à l'époque de Willy Brandt, à une série de conférences sur le thème de l'élargissement, il est aisé de prendre conscience de l'importance particulière que revêt pour l'Allemagne -toutes sensibilités confondues- "l'élargissement à l'Est". Aux yeux de beaucoup, l'Europe a une dominante méditerranéenne qui doit être contrebalancée à l'Est et au Nord. Même si le rythme d'adhésion imposé par la diplomatie allemande, conjugué avec les maladresses de son représentant, Klaus Kinkel, a pu irriter, il ne faut pas perdre de vue que cet élargissement recueille outre-Rhin un fort soutien.

Des clivages nets sur la politique sociale et l'emploi

Ainsi, dans une brochure intitulée "Perspective Europe", le SPD, tout en insistant sur la nécessité d'un approfondissement institutionnel et d'une modification des processus décisionnels, recommandait dès 1993 "le rapide élargissement au Nord de la Communauté européenne" et précisait que "les pays de l'Association européenne de libre-échange désireux d'adhérer devaient au plus tard en 1995 devenir membres de la Communauté". Cependant, et contrairement au Chancelier Kohl qui compte bien profiter de la présidence allemande à partir du 1er juillet pour faire avancer ses vues, le SPD est plus prudent quant à l'élargissement ultérieur à l'Est : "D'un point de vue réaliste, il ne faut pas prévoir avant l'an 2000 l'adhésion de la Hongrie, de la Pologne, des Républiques tchèque et slovaque". Rappelons que Helmut Kohl a déclaré lors de sa visite du 21 mai à Budapest, que sans la Hongrie, dont un cinquième des capitaux étrangers est allemand, l'Union européenne n'était qu'"un fragment".

En matière de lutte contre le chômage, les clivages entre les partisans du gouvernement Kohl et l'opposition SPD sont nets. Tandis que le ministre allemand de l'économie, s'opposant ouvertement à Jacques Delors, réclame une dérégulation et un assainissement des finances publiques, le SPD soutient le "Livre Blanc" et l'idée de grands investissements publics en Europe. On le sait, le gouvernement allemand, appuyant en cela l'Angleterre et le gouvernement Balladur, refuse de financer par l'emprunt 8 milliards d'écus qui permettraient d'atteindre les 20 milliards d'investissements annuels prévus dans le "Livre Blanc".

Pour le SPD, dont les affiches martèlent "Travail, travail, travail", la dimension sociale de la construction européenne est insuffisante : droits et protection des travailleurs, formation, aménagement du temps de travail... A l'occasion de la révision du traité de Maastricht en 1996, la démocratisation et la dimension sociale doivent réellement avancer.

Jacques-Pierre Gougeon

ITALIE

PESER DAVANTAGE AU SEIN DE L'UNION

Après l'Italie, l'Europe. Forza Italia n'a pas perdu l'appétit. Le mouvement créé de toutes pièces, il y a quelques mois à peine, par Silvio Berlusconi, est le seul vraiment "visible" dans une campagne électorale au demeurant assez discrète.

Sur les panneaux restés dans les rues après les législatives de fin mars, mais aussi sur les écrans télé où les spots électoraux "pour une Italie plus forte en Europe" tentent de répéter l'exploit, Forza Italia a mis le paquet. C'est le président du Conseil lui-même qui mène les listes du mouvement dans les cinq circonscriptions italiennes. Un pied-de-nez aux règles que l'opposition n'a pas manqué de dénoncer puisqu'un Premier ministre ne peut siéger à Strasbourg. Berlusconi ne s'arrête pas à de tels détails. En fait, il s'agit, avec cette consultation, de consolider les positions de Forza Italia comme premier parti du pays. Les sondages, pour l'instant, semblent lui donner raison en indiquant une nette progression. Plus de 25 % des intentions de vote, 4-5 points de plus en deux mois ! Ces élections européennes, qui tombent quelques semaines à peine après des législatives si importantes et après une recomposition tous azimuts du paysage politique de la péninsule, risquent de n'être considérées que sous leur angle italo-italien. Histoire de prendre position dans la nouvelle Italie qui se dessine. L'opposition doit tenter de remonter la pente, le PDS est donné lui aussi en hausse. A l'intérieur de la majorité de centre-droit, on va profiter d'un bon vieux système proportionnel pour se compter. Inutile de dire que, dans de telles conditions, les thèmes plus spécifiquement européens sont à peine effleurés ou apparaissent comme acquis. Pourtant, jamais les positions politiques de fond n'ont semblé plus divergentes. Dans la coalition gouvernementale, on trouve la Ligue du Nord, fédéraliste, engagée pour une Europe des régions. Elle se place aux côtés d'Alliance nationale (au centre des polémiques pour son néofascisme) farouchement nationaliste. Alors que certains responsables du MSI n'hésitent pas à proférer des outrances d'extrême droite contre les homosexuels. Quant à Forza Italia, son libéralisme poussé en économie et l'"anglophilie" affichée par certains de ses ministres en matière européenne font plus pencher du côté de Londres que de Paris ou de Bonn la barre du mouvement berlusconien. Dans une telle situation, c'est finalement le PDS qui semble rester le détenteur d'une approche politique plus traditionnellement italienne de la question européenne.

Salvatore Aloïse



Rwanda : po

La poursuite de la guerre civile au Rwanda, qui a repris après la mort du président Habyarimana, rend plus terrible le calvaire de tout un peuple. Plus d'un Rwandais sur quatre est mort ou réfugié et l'ampleur de l'exode pose avec acuité un problème de survie pour ces réfugiés. D'autant que la communauté internationale est longtemps restée indifférente, à l'image de sa scandaleuse lenteur à constituer la force de 5.500 Casques bleus dont l'envoi a été décidé par le Conseil de sécurité le 17 mai. C'est au 1er juin qu'a été fixée la reprise des pourparlers entre les Forces armées rwandaises (FAR) et le Front patriotique rwandais (FPR) sur les modalités d'un cessez-le-feu. Une première rencontre, le 30 mai, au siège de la Mission des Nations unies pour l'assistance au

Coll. Fondation Jaurès

ESPAGNE

ELARGIR AVEC PRUDENCE

Comme leurs onze voisins du Nord, les Espagnols élisent, le 12 juin, leurs députés européens. Tout le monde -gouvernement, partis, opinion, presse- ne pense qu'à ce scrutin. Pourtant l'Europe est la grande absente de la campagne.

Les "affaires" occupent les esprits depuis quelques semaines. Le cyclone aux mains blanches qui a porté la droite au pouvoir en France et en Italie vient d'aborder l'Espagne. La machine judiciaire, alimentée par la presse, s'est emballée. La chute de l'ancien gouverneur de la Banque d'Espagne, Mariano Rubio, et celle d'un directeur de la garde civile, Luis Roldan, a ouvert "le bal des vampires". Deux ministres, le président du groupe socialiste et un député, ancien ministre de l'Intérieur, ont démissionné. La droite et la gauche populiste exigent d'autres têtes, celle du vice-Premier ministre, Narcis Serra, et bien sûr, celle de Felipe Gonzalez. Faute de programme crédible l'opposition critiquait sans convaincre.

Il y avait, il y a, pourtant, matière à débattre. L'Europe et l'Espagne ont changé depuis les européennes de 1989, et plus de vingt listes sont en présence. Fernando Moran, le numéro un de la liste socialiste, seul, bat la campagne pour défendre un projet européen.

En 1989, l'Espagne venait de rejoindre le club européen. Cette entrée sanctionnait une transition démocratique réussie. Elle confirmait aussi un décollage économique que l'élargissement allait bonifier. Cinq ans plus tard le bilan est en clair-obscur. La crise, l'effondrement du système soviétique, Maastricht et l'adhésion de quatre pays "nordiques" ont brouillé les cartes. L'Espagne ne s'y retrouve plus : 20 % de chômeurs, les multinationales japonaises ou allemandes se replient, la nouvelle Union européenne est recentrée sur l'Allemagne. Hier, l'Europe était la solution. Elle est aujourd'hui une interrogation permanente. L'Europe de 1989 était une Communauté en quête de cohérence et de solidarité. Elle s'est élargie au "Nord", demain vers l'Est au risque de l'acquis. Le gouvernement espagnol a dit "pouce" et bloqué quelque temps les dernières adhésions. Soutenu par toutes les forces politiques, il a rappelé qu'il n'était pas européen à n'importe quel prix. Inviter toujours plus de monde à Bruxelles sans réaménagement institutionnel, sans réaffirmation de la solidarité régionale, trouble les Espagnols. Cette inquiétude collective était porteuse de consensus, mais aussi d'une exigence démocratique forte. Les électeurs étaient en droit de savoir comment "populaires", "gauche unie", socialistes se positionnaient. Les "scandales" sont tombés à point pour effacer consensus et réflexion.

Les conservateurs du Parti populaire et la Gauche unie ont lancé une curée qui n'a rien à voir avec l'Europe. Les socialistes ont été désarçonnés par la violence de l'opposition. Mais très vite, Felipe Gonzalez a donné une leçon de responsabilité démocratique. Plusieurs ministres et députés ont assumé personnellement les erreurs commises. Deux commissions d'enquête parlementaire présidées par des non-socialistes on été constituées. La justice suit son cours. Le jeu de dominos s'arrêtera là, a-t-il dit à la presse et à la Chambre. "Mon obligation est de rester au gouvernement, par respect pour la volonté sortie des urnes (...) j'ai, comme gouvernant, l'obligation de maintenir la stabilité politique." La hargne et la haine de l'opposition lui donnent raison. Elles ont réveillé de mauvais souvenirs. Les Espagnols ont épuisé les vertus du "cambio" promis il y a douze ans par les socialistes. Mais ils doutent des convictions démocratiques de la droite. Comme les nationalistes basques et catalans, qui ont décidé un soutien critique à Felipe Gonzalez. Les bagarres internes au PSOE ces derniers mois n'ont pas facilité les choses. "Nous aurions dû être plus implacables et plus rapides" a reconnu Alfredo Perez Rubalcaba, porte-parole du gouvernement. Les jeux ne sont pas faits, mais le résultat du 12 juin va peser lourd. Loin de l'Europe, les électeurs vont confirmer ou suspendre leur confiance en Felipe Gonzalez. C'est ce qu'en tauromachie on appelle "le moment de vérité."

Jean-Jacques Kourliandsky

EN BREF

- ***Les socialistes hongrois ont transformé l'essai du 8 mai : ils ont obtenu la majorité absolue des sièges lors du deuxième tour des élections législatives du 29 mai, avec 55 % des suffrages et 209 des 386 sièges. A l'exception de l'Alliance des démocrates (18 %), toutes les autres formations politiques s'effondrent, notamment le Front démocratique au pouvoir (9,5 %). Gyula Horn, le président du PS, devrait être nommé Premier ministre d'un gouvernement qui pourrait être de coalition. La démocratie semble bien arrimée en Hongrie.***

- ***Les négociations sur la Bosnie devaient reprendre à Genève, les 2 et 3 juin, sur les questions militaires. Outre les Serbes, les Croates et les Musulmans, les Nations unies, l'Union européenne, la Russie et les Etats-Unis, soutenant désormais ensemble le plan européen, devaient y participer. Alors que les chances de parvenir à un cessez-le-feu restent faibles, sur le terrain les combats se poursuivent dans le Nord et le centre de la Bosnie.***

- ***La Grande-Bretagne et le Danemark éliront les premiers -le 9 juin- leurs représentants au Parlement européen.***

- ***Les responsables des partis socialistes et sociaux-démocrates européens sous la houlette de Willy Claes -Elisabeth Guigou pour le PS français- ainsi que Pierre Mauroy, président de l'IS, ont tenu ensemble -et chacun dans son pays- une conférence de presse appelant simultanément les 350 millions de citoyens européens à renforcer, entre les 9 et 12 juin, le groupe socialiste au Parlement européen, pour une Europe solidaire, démocratique et pacifique.***

int d'actualité

Rwanda (MINUAR) a conclu à un accord sur l'évacuation des populations civiles de la capitale bloquées dans les zones de tirs. Mais la mort, le lendemain, d'un officier des Casques bleus, a décidé la MINUAR à suspendre ses activités.

Dans le pays, le rapport de force militaire favorable au FPR a contraint à la fuite un "gouvernement" illégitime, autoproclamé au mépris de l'accord d'Arusha, après la mort du président et l'assassinat du Premier ministre, le 7 avril, par la garde présidentielle . La victoire du FPR sur le terrain doit déboucher sur une urgente solution politique. L'initiative kényane d'un sommet régional n'a de sens que si elle respecte la logique de l'accord d'Arusha.

Guy Labertit

Magazine

Ils seront présents à la Fête du Parti

Rhapsodie pour la fraternité



La sortie du double album, "best of Malavoi", inscrit le groupe dans sa légende. Depuis plus de 22 ans que Malavoi existe, le rayonnement du patrimoine musical martiniquais est devenu une fantastique aventure collective. Rêve du petit peuple de Fort-de-France, Malavoi est, aujourd'hui, ambassadeur des rythmes latinos mêlés de biguines, de rumbas, de salsas, mâtinés de mazurkas empruntées aux colons européens, croisés de jazz, formidable punch aux ingrédients métissés.

Fidèle à ses fondateurs, Mano Cesaire et Paul Rosine, Malavoi poursuit, avec Pipo Gertrude, sa route au service d'un folk antillais hors ghetto. Sa présence aux "48 heures de la Fraternité" devrait constituer l'un des moments forts du bal du samedi soir, en résonnance avec Cheb Mami dont le raï psalmodié fait vibrer un imaginaire en forme d'Arabie visitée par les rythmes occidentaux.

Avec Edith Lefel, choriste de Malavoi, et Tanya Saint-Val, deux chanteuses solo, l'une de Guyane, l'autre de Guadeloupe, soul, zouk et blues se conjuguent pour produire une musique sensuelle et profonde.

Autre rencontre privilégiée, NG La banda, groupe cubain fondé par José Luis Cortès, qui sert extraordinairement la musique contemporaine caraïbe en évitant le piège ethnographique.

En clin d'œil à cette célébration des patrimoines antillais et berbère, "Au p'tit bonheur" et "Paris musette" revendiqueront joyeusement leur identité popu. Le premier joue avec jubilation sur une quotidienneté aux sonorités mélangées, tandis que Jo Privat et sa bande évoquent un temps où valses manouches, musette et piano à bretelles appartenaient au paysage musical d'un Paris un rien canaille.

Ce brassage des couleurs musicales, cette communion à travers la fusion des rythmes disent mieux la fraternité que tous les discours, ils la vivent.

Françoise Roby



Au p'tit bonheur, authenticité populaire.



Ils seront tous là, Cheb Mami, pour un bal aux accents de raï ; Au P'tit Bonheur, avec la musette remise au goût du jour pour les plus et les moins jeunes ; Paris Musette, pour les adeptes de longue date ; NG La Banda et sa salsa endiablée ; et enfin un grand bal antillais avec Malavoi, Edith Lefel, Tanya Saint-Val et Kali. Ils nous donnent rendez-vous aux "48 heures de la Fraternité", les 2 et 3 juillet. Tel : 42 88 14 90.

Le groupe Malavoi, ambassadeur des rythmes latinos.

Livres jeunes

● On peut être réservé sur les collections "Réponses à tout", sorte de zapping tous azimuts qui privilégie souvent l'éclectisme pour lui-même et génère une culture en toc. La collection "du tac au tac" de Larousse évite cet écueil. Destinée aux 7/9 ans, elle s'organise autour d'un thème unique par ouvrage. Si le principe des questions-réponses est conservé, présentation et contenu sont attrayants autant qu'instructifs. L'idée est davantage de répondre à la curiosité des jeunes lecteurs que d'asséner une réponse cache-misère.

Les Explorateurs,
collection du Tac au tac, Larousse, 40 p., 50 F.

● A partir de 8 ans, une collection pour apprendre à aimer l'Histoire à travers le vécu d'un événement, sous forme d'invitation au voyage, dans un format qui rappelle celui des guides. Deux titres en pleine actualité : "Le tunnel sous la Manche", extraordinaire aventure humaine et technologique, et "Le jour J du débarquement en Normandie".

Collection "L'Histoire à la trace",
Casterman, 48 p., 50 F.

● A un an, à deux ans, tout est rond et coloré. Sur du papier brillant, voilà un imagier pour le plaisir de manipuler le livre, pour nommer les objets, pour rire avec deux lutins coquins, pour une lecture à quatre mains, pour les moments de complicité tendre.

A deux ans, à trois ans, c'est le temps des questions à propos de tout et de rien. C'est le temps où l'on comprend qu'un livre est une histoire avec plein de "drôles d'animaux" qu'on écoute en tête-à-tête. A trois ans, à cinq ans, les questions appellent des réponses pour de vrai, pour parler, pour savoir, pour discuter, pour comprendre, pour découvrir la musique des mots.

Bref, les titres de la collection "La petite maison" sont conçus pour chaque étape de l'évolution des très jeunes enfants.

Collection "La petite maison",
Nathan, 24 p., 21 F.

COUPS DE CŒUR

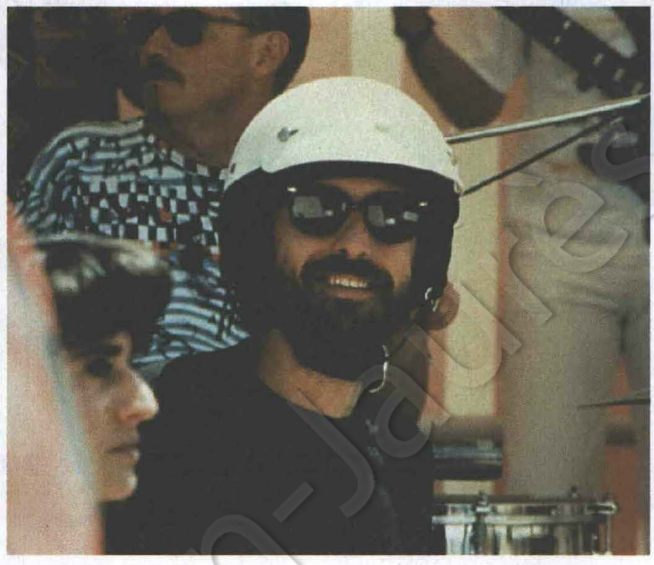
• Il y a cent ans... Dreyfus.

La grande exposition du centenaire de "L'affaire Dreyfus" est organisée par le Musée d'Histoire contemporaine, avec le concours du Musée de Bretagne qui possède un fonds important donné en grande partie par la famille. "L'affaire" est présentée à travers la presse de l'époque, en particulier les journaux satiriques, alors en formidable essor. L'exposition s'articule autour d'une très riche iconographie : cartes postales, dessins humoristiques, représentations photographiques des épisodes et des acteurs, tableaux, croquis du procès, affiches qui permettent d'évaluer l'incroyable mobilisation que suscita l'événement. Les faits resitués dans leur contexte permettent d'évoquer les bouleversements de ce tournant de siècle tiraillé entre les fastes et les misères de la "Belle Epoque", une vie culturelle écartelée entre pompiérisme et hardiesses, une économie en pleine mutation, des mouvements sociaux puissants, l'émergence de nouvelles formes politiques allant de l'anarchisme au nationalisme le plus virulent. Cent ans après, "L'affaire Dreyfus" passionne toujours autant. Elle éclaire les rejets orchestrés et relayés par une partie de la société. Elle pose le problème des exclusions et du racisme, toujours d'actualité. Elle illustre le pouvoir des médias, car "L'affaire" c'est aussi le triomphe du journalisme et l'émergence d'une opinion publique qui entend désormais jouer un rôle. Il s'agit, en fait, de porter le regard sur une période dont les passions trouvent de singuliers échos aujourd'hui. "L'affaire Dreyfus et le tournant du siècle (1894 - 1910)", une exposition de haute tenue et de grande vertu pédagogique, jusqu'au 30 juin au Musée d'Histoire contemporaine. Hôtel des Invalides, Cour d'honneur, 75007 Paris. Du mardi au samedi de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Le dimanche de 14 h à 17 h 30.

Cinéma

Deux films, deux styles du cinéma italien

"Journal intime" de Nanni Moretti (Prix de la mise en scène à Cannes) auteur, réalisateur et interprète. Après une grave maladie (il a été opéré d'un cancer) qui l'avait éloigné du cinéma, l'intello de la péninsule, le "Woody Allen italien" revient avec un nouveau genre, le journal intime cinématographique. En trois sketchs : "Sur ma Vespa", "Iles" et "Les médecins", il parle, avec une liberté et une simplicité vivifiantes, du plaisir de boire un verre d'eau ou de parcourir les rues de Rome sur sa Vespa. Et aussi des paysages italiens, de la mort de Pasolini, et du corps médical, avec lequel il règle ses comptes. Pour le pur plaisir de faire du cinéma. A l'opposé, **"Une pure formalité"** est un polar métaphysique dans un commissariat délabré où le temps s'est arrêté, où tout le monde est déjà mort sans le savoir. Ce lieu insolite pourrait bien être, de l'aveu même de Giuseppe Tornatore (auteur de "Cinéma Paradiso", primé à Cannes), le symbole de l'avenir incertain qui s'ouvre à son pays. On y assiste à un bras de fer entre Depardieu, écrivain célèbre, frappé d'amnésie, et Polanski, un commissaire qui connaît par cœur des pages entières de son œuvre. Il l'admire, mais veut lui faire avouer un meurtre... Face-à-face entre deux ex-présidents du jury de Cannes.



Nanni Moretti, "Journal intime".

Claude Polak

Télé

Rien de nouveau sous le soleil

Ce soir-là, début du week-end de Pentecôte, Paul Amar ou PPDA auraient très bien pu se mettre en congé, puisque leurs chaînes respectives présentaient le même journal. Foin de la concurrence, programme unique comme pour le "sidathon". Sur TF1 et sur F2, la mort de Jackie Onassis faisait la quasi-totalité du "20 heures". Mêmes images, mêmes clichés usés jusqu'à la corde, mêmes témoins : Salinger, Pamela Harriman, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, Giscard d'Estaing, De Gaulle convoqué à titre posthume. Roman rose et noir saupoudré d'une pincée de scandale pour une femme qui, depuis longtemps, avait volontairement quitté la scène de l'actualité, se consacrant à son travail d'éditrice, à ses enfants, à un homme dont on ignorait le nom. Rattrapée par les médias et le clan Kennedy à l'heure de l'extrême-onction, Jackie Onassis a été expédiée au cimetière militaire d'Arlington auprès de J.F.K. afin que s'accomplissent "les retrouvailles de deux grandes légendes figées dans l'éternité" (dixit F2). Tristan et Yseult, en quelque sorte. Dans le même temps, en grande pompe, Cannes fermait sa boutique et Roland Garros ouvrait la sienne. A part cela, rien de nouveau sous le soleil de la télé. Citoyens, dormez en paix !

Evelyne Le Garrec

Livres

Comme chien et chat

Ils sont trente millions et ils sont nos amis. L'animal de compagnie est un facteur incontournable du monde moderne. Succédané relationnel, catalyseur de peines et de joies, sorte de placebo pour petits et grands maux, il remplace avantageusement les "psy" faute de guérir la solitude. Etant le réceptacle de nos angoisses, rien d'étonnant à ce qu'il les partage... et les exprime.

• Félinement nonchalant, Monsieur est chat et promène un regard désabusé sur le monde quelque peu superficiel du spectacle. Sa vraie profondeur, il la trouve dans la famille, un rien popote, deux poils intello. Mémoires de greffier.

PHILIPPE ADLER, ***"Du moment qu'elle me laisse le chat"***, Balland, 250 p., 90 F.

• Nostalgie de métempsychose ? Mademoiselle a le génie canin. Son style est juste et leste, comme son esprit, plein de condescendance pour ses compagnons à deux pattes si imparfaits. Elle, elle va à l'essentiel, les jauge sans les juger, manie leur langage avec le recul nécessaire pour n'y pas perdre son intégrité. Un vrai morceau de bravoure littéraire. Ah si plus de livres étaient écrits par des chiens...

MARIE NIMIER, ***"La Caresse"***, Gallimard, 132 p., 80 F.

Vanda Gervasio

Union Nationale des Auteurs-Journalistes



"48 H DE LA FRATERNITÉ", RÉSERVEZ

Musique non-demandez le pr

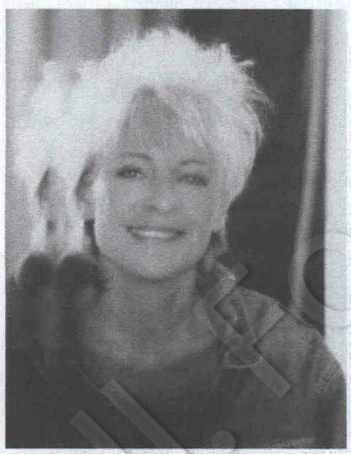
SAMEDI 2 JUILLET

Grande scène

de 13 h à 20 h

● **Peio Serbielle,** le basque ; **I Murvini,** les Corses et **Tri Yann,** ce groupe mythique du Folk breton qui allie depuis 20 ans tradition et technologie. Au final, cette musique est d'une légèreté à s'envoler. Accrochez-vous !

● **Catherine Lara,** le mariage de deux cultures musicales, la musique symphonique et le Rock. "...Que ce soit chuchoté, clamé, murmuré, écorché, chaque chanson est une affaire de pressentiment ou de sentiment. Souveraine et émouvante".



Catherine Lara

● **Kent,** dont l'effet magique n'est plus à prouver et qui continue à nous enchanter avec ses textes parfaits, sa phonétique si subtile.

● **Maceo Parker,** débordant d'énergie et de génie.

● **Keziah Jones,** de l'électricité dans l'air, tout s'emballe, la guitare claque et chante à la fois, les chansons brûlent, et le public prend feu.

● **Louis Bertignac,** l'un des meilleurs guitaristes. Elle et Louis vous convient à venir les écouter chanter l'air du temps, mais surtout l'amour et le Rock'n'roll.

à partir de 20 h

● **Charlélie Couture,** un concert en forme d'invitation au voyage, à travers une galerie de chansons magiques qui font de lui l'artiste rock essentiel de notre temps.

● **Beethovas Obas** chante la blessure des Haïtiens sur fond de beauté mouillée.

● **Pigalle,** la musique traditionnelle, cornemuses et vielles à roue nous entraînent vers des rives nouvelles sur des textes primordiaux et un éclectisme musical plus que jamais revendiqué.

● **Willy de Ville,** la romance et l'amour toujours, mais aussi la pollution et la corruption.

● **Lokua Kanza** nous fait respirer la tradition orale zaïroise, grâce à sa voix pure soulignée par quelques rares tambours. En accord avec les veillées ancestrales sans télé.

● **Stéphane Eicher,** un artiste qui se nourrit de rencontres, de voyages, de lecture et de musique, et qui nous offre une musique richement métissée.

Espace

de 13 h à 17 h

● **Odieu,** l'occasion de découvrir un cocktail belge d'énergie et d'humour.

● **Alana Filippi** chante les années d'enfance.

● **Rachel Des Bois,** un peu chipie, libertine, passionnément inscrite dans une veine populaire. La verve est canaille, la générosité toujours sous-jacente. Au confluent des cultures ashkénaze et séfarade, l'espiègle assume son imaginaire latin.

● **Mano Solo** regarde l'époque tourner à vide, dans la déprime, la solitude, le sida et les copains qui en meurent avant d'avoir vécu. "D'une voix affamée, il chante des tendresses urgentes...



Charlélie Couture

ça se passe à mille bornes de l'espoir", mais ce n'est pas du désespoir, c'est la rage de vivre à l'état pur.

à partir de 20 h

● **Sylvain Beuf,** ses compositions improvisées nous emmènent au Brésil, à New-York en restant bien français. Le jazz se porte bien avec des artistes de cette envergure !

● **Jean-Michel Pilc** et son trio, un Jazz dans les grandes règles de l'art pour l'amour de la musique partagée.

● **François Corneloup** et ses trois amis nous essoufflent de vivacité avec un Jazz qui swingue. Ça va très vite et on manquera d'oreilles pour tout entendre mais le feeling est là, impossible d'y échapper.

● **Kartet,** quatre jeunes musiciens et compositeurs de talent, une invitation aux amoureux du jazz.

Chapiteau

de 13 h à 17 h

● **Soon E Mc** impose son style cool par la musique mais réaliste par les textes. Séparé de Solaar, il nous entraîne sur sa propre route.

● **Sens Unik,** ils ont déchaîné les foules aux dernières Transmusicales de Rennes.

● **I Am,** mieux qu'une sardine pour boucher le vieux port de Marseille. Un concert que Balladur devrait écouter plus souvent... tant est à la fois vrai et implacable, le tableau qu'ils font de la société d'aujourd'hui. Jamais la tchatche "made in France" n'a été aussi allègre et lourde de sens. Je pense donc I Am !

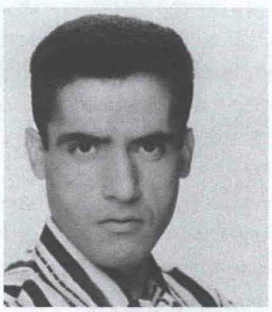


I Am

● **Last Poets,** un groupe noir porte-parole de l'insurrection des ghettos qui a inventé le rap moderne.

à partir de 17 h jusqu'au petit jour...

● **Cheb Mami,** le seul chanteur de Raï à faire découvrir cette musique au mélange réussi de l'Occident et de l'Afrique du Nord. Une voix riche aux accents évocateurs de l'Orient, qui s'accompagne de la musique électrique et synthétique de l'Occident. Exercices de style autour d'une voix.



Cheb Mami

● **Au P'tit Bonheur,** pour le bonheur des p'tits et des grands. Du Musette, du Rock, de l'oriental et surtout ce plaisir qu'ils nous communiquent.

● **Paris Musette,** du Musette pur, des guitares tziganes et des rythmes Jazz pour diversifier et embellir le bal.

● **NG La Banda,** un nouveau son dans la musique contemporaine cubaine, un des groupes les plus importants à venir.

● **Malavoi** marie la tradition et le modernisme, mélange de Jazz, Biguine et Mazurka pour célébrer l'été, la Fraternité et simplement le plaisir de danser et chanter comme la cigale sans se soucier de la bise.

● **Edith Lefel,** choriste de Malavoi, elle passe aujourd'hui au premier plan de la scène tant son talent d'auteur-interprète est grand.

● **Kali,** l'enfant martiniquais contestataire, chante ses paroles virulentes au son de son banjo fou.

stop, ogramme !

DIMANCHE 3 JUILLET

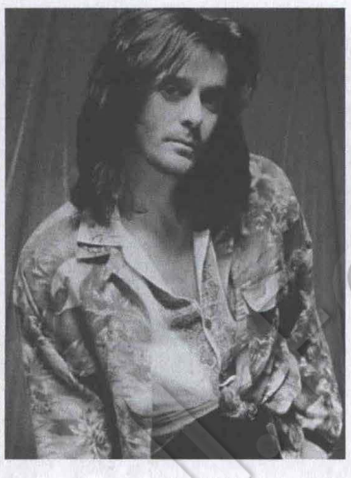
Tous ensemble les 2 et 3 juillet au parc paysager du Bourget pour dix heures de concerts plein pot, en trois lieux : grande scène, espaces et chapiteau, pour un choc des cultures sans précédent. Ça tiendra de White, de Woodstock et de la guinguette. Le best, quoi !

Grande scène

de 13 h à 16 h

- **Bernard Allison,** du gros Blues avec de lourdes guitares comme les aiment les fans de Hendrix. Né du Blues, il en garde la chaleur et évolue vers la vitalité agressive du Hard Rock : décoiffant.
- **Marla Glenn,** un mélange de Rythm'n Blues, de complaintes et de déchirements aux accents graves de cette voix rauque.

à partir de 17 h, jusqu'à...



Nilda Fernandez

- **Nilda Fernandez,** entre la France et l'Espagne, il crée une nation où la poésie devient chanson.
- **Bob Dylan,** prophète adoré, il nous émerveille chaque fois davantage. Il a traversé son époque au gré de ses intuitions. Dylan a fait le tour de la question rock, il n'a plus rien à prouver. Alors c'est le retour aux sources "acoustiques", répertoire dans lequel Bob excelle.
- **Manu Dibango,** un patchwork tissé de conversations riches et fougueuses entre le Jazz et les musiques africaines.
- **Ras Dumisani,** pour ne pas oublier que le Reggae vient de partout.
- **Malika Domrane,** la chanson kabyle pour dire l'urgence pour les femmes. Idir, tous les parfums du pourtour méditerranéen sur fond de drame algérien.
- **Khaled,** tout un programme "la libéralisation mondiale des esprits à travers la confusion de frontières musicales..." Jamais la Pop-Raï n'aura autant rayonné de qualité, d'esprit et d'humanité.

Espace

de 13 h à 19 h

- **Melaine Favennec,** sur une musique allant du Jazz au Rock, ce chanteur est un véritable jongleur de mots, danseur, acteur doué d'une présence scénique peu commune, un vrai spectacle.
- **Romain Didier,** avec des textes modernes et graves comme la vie.
- **Catherine Ribeiro,** un moment fort de la chanson française.
- **D. Gary et Régis Guizavo,** l'enfant terrible de l'Afrique du Sud, qui viendra nous clamer sa joie et l'espérance d'un peuple opprimé qui se libère.



Manu Dibango



Cheb Khaled

Chapiteau

concert non-stop à partir de 13 h

- **Le Train,** un concert où on cause, on rit, on vit, on vitupère. C'est beau, c'est chaud, rassurant comme un grand soleil rouge et rebelle. A ne pas louper.
- **Les Wampas,** la simplicité et la tendresse.
- **Jad Wio,** c'est une histoire, le voyage galactique d'un beatnik de l'espace en quête de sa moitié cosmique... Bienvenue dans ce conte poétique.
- **No One is Innocent,** un Rock identique à la rage qui fit jadis sa vérité.
- **Sinclair,** ou l'option Funk introspectif, Moi, moi, moi et mes sentiments, mes révoltes et mes frustrations quotidiennes. Variation d'une vie pop !
- **Beiggels Daisy Toasts,** un univers qui va du Jazz sous toutes ses formes jusqu'au Funk en passant par la Soul.
- **Galliano,** une approche pluriculturelle qui colle parfaitement à la génération actuelle.
- **Urban Species,** du Hip Hop de fin de siècle, à l'heure où la musique se cherche des nouveautés, afin de faire découvrir ce mélange de Danse, Graffiti et Rap.

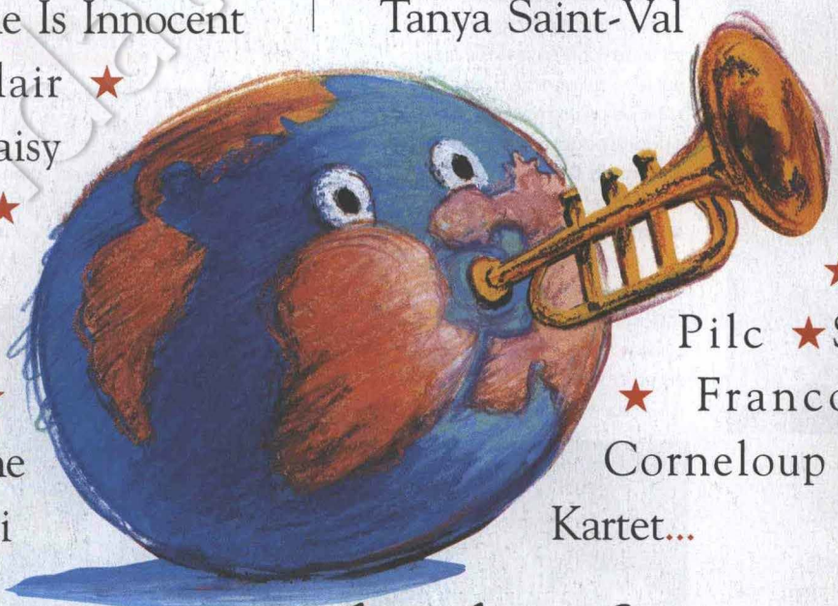


Bob Dylan

Les 2 & 3 juillet

Les concerts de la fraternité

Bob Dylan ★ Willy DeVille ★ Sens Unik ★ **I AM** ★ Soon E MC ★ Last Poets ★ Alliance Etnik★ Pigalle ★ Kent ★ Au P'tit Bonheur ★ Nilda Fernandez ★ **Charlélie Couture** ★ Louis Bertignac ★ Alana Filippi ★ Rachel Des Bois ★ Mano Solo ★ Morphine ★ Les Satellites ★ **Stéphan Eicher** ★ Le Train ★ Les Wampas ★ 4 Non Blondes ★ No One Is Innocent ★ Jad Wio ★ Sinclair ★ Whappy ★ Beiggels Daisy Toasts ★ **Galliano** ★ Maceo Parker ★ Keziah Jones ★ Marla Glen ★ Bernard Allison ★ Pierre Perret ★ Catherine Ribeiro ★ Odieu ★Tri Yann ★ Romain Didier ★ Peio Serbielle ★ **Catherine Lara** ★ I Muvrini ★ Allain Leprest ★ Jo Privat & Raul Barboza & Paris Musette ★ Dany Brillant ★ Zoanet Côme S. ★ Malika Domrane ★ Manu Dibango ★ Idir ★ Cheb Mami ★ Ras Dumisani ★ Lokua Kanza★ **Khaled** ★ D'Gary & Régis Gizavo ★ Edith Lefel ★ NG La Banda ★ Tanya Saint-Val ★ **Malavoi** ★ Beethova Obas ★ Kali ★ Jean-Michel Pilc ★Sylvain Beuf ★ Francois Corneloup ★ Kartet...



2 jours 60 F

Les 48 heures de la fraternité

FÊTE ET DÉBATS ORGANISÉS AVEC LE PARTI SOCIALISTE. BILLETS : POINTS DE VENTE HABITUELS ET FÉDÉRATIONS DÉPARTEMENTALES DU PS ET PAR TÉL: 16 (1) 42 88 14 90 **RER LE BOURGET**

PARC PAYSAGER DÉPARTEMENTAL - 93 - LE BOURGET

ASSOCIATION POUR L'ORGANISATION DE LA FETE DU PARTI SOCIALISTE